

Amérique centrale :

ALERTE !

Tout est prêt pour une nouvelle intervention armée des Etats-Unis en Amérique centrale.

Le "coup de Grenade" n'était que le prélude. Comme le reconnaissait un officiel américain, il a servi à "donner aux premières unités de la force d'intervention une expérience de combat". Prochaine étape : le Salvador et le Nicaragua. Des bruits persistants fixent la date des prochaines opérations militaires à la mi-décembre !

Ce ne sont pas seulement des bruits. Dans un communiqué publié le 6 novembre, le FDR/FMNL du Salvador fait état de préparatifs de guerre précis : "4 000 soldats de l'armée guatémaltèque ont été concentrés dans les régions frontalières du Salvador. En même temps, des unités de l'armée hondurienne ont pris position à Jicaro Galan, ville frontière de la route panaméricaine entre le Salvador et le Nicaragua. Un bataillon d'ingénieurs US s'est installé au Costa-Rica. Au total, ce sont plus de 25 000 soldats américains qui se trouvent aux frontières du Salvador et du Nicaragua".

Reste à trouver un semblant de "légitimité" à cette agression. Pas besoin de chercher trop loin : Reagan ne s'est pas embarrassé de détails pour Grenade. Il lui suffit de se dire "appelé" par des "régimes démocratiques" en péril... Ces régimes, on les connaît : Salvador, Honduras, Guatemala — tous plus démocratiques les uns que les autres ! Or ceux-ci se sont réunis, en secret, les 22 et 23 octobre à Tegucigalpa, avec le Panama et les USA, sous l'égide du pacte militaire de la CONDECA (Conseil de défense d'Amérique centrale), créé en 1963 par les USA pour défendre leur pouvoir colonial en Amérique centrale. Le *New York Times* du 11 novembre révèle l'objet de la rencontre : "déterminer s'il peut être légal de lancer une opération militaire contre le Nicaragua" ! L'appel à une "participation directe des USA avec toutes leurs ressources" n'y manque pas, ni une "situation de guerre prévisible en raison du soutien apporté à des groupes subversifs par l'URSS et ses alliés".

La menace est donc sérieuse, très sérieuse. L'attitude des puissances occidentales et de l'ONU, qui ont critiqué sans la condamner l'intervention à Grenade, donne le champ libre à Reagan. Mitterrand, Thatcher, Kohl et compagnie aident ainsi à écraser dans le sang la résistance salvadorienne et le Nicaragua libre.

Anous d'agir. Vite. Le mouvement de solidarité doit redoubler d'efforts pour sensibiliser l'opinion internationale avant qu'il ne soit trop tard. Reagan veut envoyer ses "boys" contre les peuples centro-américains. Qu'il en ramène des cadavres. Ruben Zamora, porte-parole du FDR explique justement (*Herald Tribune*, 14 novembre 1983) : "En cas d'intervention américaine, nos unités se dissoudront en petits escadrons non pour gagner du territoire mais pour infliger le maximum de pertes aux envahisseurs. Puis nous attendrons que l'opinion américaine soit lasse de voir rentrer ses boys dans des sacs en plastique".

Solidarité avec les peuples d'Amérique centrale !

La brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

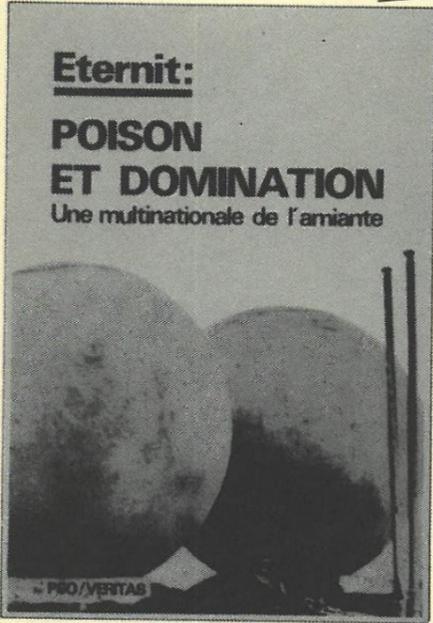
MOYEN-ORIENT :

LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE DANS L'ÉTAU



AMÉRIQUE LATINE :

LES DICTATURES VACILLENENT, REAGAN FOURBIT SES ARMES



Eternit: poison et domination. Une multinationale de l'amiante. Editions Veritas, case postale 355, 8031 Zurich, 1983. 185 pages. Prix: Fr. 24,50. En vente dans nos librairies (22, rue Saint-Léger, 1204 Genève et 8, rue de la Plaine, 1400 Yverdon) et dans nos locaux. Ce livre existe aussi en allemand et en italien. *La Brèche* a publié sur ce sujet un dossier dans son no 306, 25 octobre 1983.

France:

Solidarité avec les trois soldats emprisonnés

Le gouvernement de Mitterrand a déferé trois jeunes soldats du contingent devant le seul tribunal militaire d'exception qui existe encore, celui de Landau.

Ces soldats, Laurent Fritz et Olivier Lecour-Grandmaison, du 32^e régiment de génie à Kehl (RFA) et Etienne Patoor, du 13^e régiment de génie à Trèves (RFA) avaient signé un appel dans le cadre des mobilisations pacifistes, en faveur du retrait de toutes les troupes étrangères, dont les troupes françaises, des deux parties de l'Allemagne. Les poursuites engagées contre eux constituent une très grave atteinte à la liberté d'expression.

Ecrivez-leur! Laurent Fritz, Olivier Lecour-Grandmaison, Etienne Patoor, Prison militaire de Landau, SP 69 363/C.

Pour plus de détails, cf. *Rouge*, organe de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IV^e Internationale) no 1084 du 21 octobre 1983, no 1085 du 28 octobre 1983 et no 1086 du 4 novembre 1983, et les numéros suivants, puisque *Hernu* persiste.

Genève, 10 novembre 1983: Manifestation de solidarité avec le peuple palestinien

Le Parti socialiste ouvrier participe à la manifestation organisée ce jeudi à Genève par l'Association Suisse-Palestine. Le Parti socialiste ouvrier est solidaire de la lutte du peuple palestinien pour ses droits nationaux. L'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) est le représentant historique du peuple palestinien depuis juin 1967, elle exprime ses aspirations à une existence digne et libre. C'est en vue d'anéantir ces aspirations qu'Israël envahit le Liban en juin 1982.

L'OLP survit grâce à l'héroïque résistance de Beyrouth-Ouest. L'OLP affaiblie affronte deux adversaires: ses fossoyeurs que sont les jusqu'aboutistes sionistes et la force multinationale franco-italo-américaine dite "de sécurité"; ses "protecteurs", les Etats bourgeois arabes qui cherchent à se partager ses dépouilles. Rappelons qu'en 1970 déjà Hussein de Jordanie perpétrait le massacre de "septembre noir" pour sauver son trône vacillant.

La position du Parti socialiste ouvrier est claire:

Hors du Liban, la "Force multinationale de sécurité", hors du Liban, l'armée d'Israël!

A bas la dictature de l'Etat sioniste sur les masses palestiniennes!

Non à la lutte armée entre factions de l'OLP: le peuple palestinien est sa véritable victime!

Fédération socialiste des peuples arabe et juif du Moyen-Orient!

PSO, 10 nov. 83

(Cf. aussi notre article p. 12.)

Retour d'une délégation au procès de Fatsa.

Le CEDRI (Comité européen pour la défense des réfugiés et des immigrés) a organisé des délégations de personnalités politiques européennes au procès de Fatsa. Jusqu'ici 303 communes de 14 pays ont donné leur appui. Le conseil communal de La Chaux-de-Fonds a répondu favorablement en accordant une aide financière et en donnant mandat à la première délégation. Heidi Deneys, conseillère nationale socialiste a pris part à la quatrième délégation. Dans le but de diffuser largement le compte rendu de ces délégations le CEDRI, en collaboration avec le Comité Suisses-immigrés, organise une

soirée d'information à La Chaux-de-Fonds

le vendredi 25 novembre, 20h. 15 au Musée international d'horlogerie, avec R. Winterhalter, maire d'une commune d'Alsace, Heidi Deneys et F. Matthey, conseiller communal socialiste.

SOUSCRIPTION "ÉLECTIONS NATIONALES"

Ancien total au 13 octobre	6 394.-
F.H., Péry	20.-
PSO Bienne	180.-
Kaspar S., Urdorf	100.-
PSO Bienne	200.-
Andreas F., Frick	100.-
PSO Fribourg	160.-
PSO Vaud	100.-
Cornelia R., Baar	50.-
Nils D., Chêne-Bougeries	100.-
PSO Schaffhouse	80.-
PSO Bienne	120.-
A.H., Balzers	150.-
Sylvia H., Bâle	50.-
J.-D. P., La Neuveville	100.-
Judith J., Berne	15.-
L. Sch., Benglen	100.-
PSO Schaffhouse	80.-
Hans Ch., Zurich	50.-
PSO Berne	150.-
C. Ch., La Chaux-de-Fonds	200.-
PSO Bienne	5.-
Marco F., Zurich	11.-
L., Bâle	25.-
O.P., Ferlens	50.-
R.St., Zurich	500.-
A.F., La Chaux-de-Fonds	20.-
M.K., Brittnau	10.-
Erika M., Zurich	50.-
PSO Fribourg	20.-
Catherine P., Bienne	80.-
G.A., Neuchâtel	10.-
PSO Bienne	55.-
P.M., Zurich	100.-
PSO Fribourg	340.-
R.R., Stein	80.-
P.N., Bâle	100.-
Mariane M., Lausanne	50.-
R.K., Berne	60.-
C.H., Berne	10.-
P.S., Oberrohrdorf	160.-
PSO Baden	11.-
V. - A.L., Zurich	50.-
L.S., Wettingen	120.-
PSO Winterthur	80.-
PSO Bienne	30.-
PSO Zoug	179.-
PSO Bâle	80.-
PSO Bienne	42.-
PSO Zurich	83.-
A.M., Aesch	5.-
J.F., Zurich	50.-
PSO Zurich	60.-
T.R., Berne	100.-
PSO Vaud	100.-
V.Z., Oberaegeri	50.-
PSO Zurich	100.-
J.S., Berne	20.-
PSO Fribourg	400.-
Andreas F., Frick	100.-
nouveau total au 15 novembre 1983	11 895.-

Nous voulons récolter 25 000 francs. Il nous manque donc 13 105 francs d'ici à fin décembre. Nous comptons sur vous pour nous aider à financer notre campagne électorale, notre campagne contre le militarisme et l'armement et pour des crédits sociaux. Souscrivez au CCP 80 - 44 457, SAP/PSO Zurich. Merci!

"Spécial magazine"

dimanche 27 novembre 83, à 19h.45 sur Radio Zones, 101,4 Mhz (F.M.)

La Suisse et le FMI (Fonds Monétaire International)

un débat organisé par I3M (Service Informations Tiers Monde)

Seront présents à ce débat des représentants de la Banque Nationale Suisse, la Déclaration de Berne, et la Banque Mondiale.

(Sur ce sujet, cf. notre article p. 10.)

L'AUSTÉRITÉ? NON MERCI!

Tous et toutes à la manifestation du lundi 5 décembre à Lausanne Place Chauderon, 18h.

(cf. notre article p. 5)

SOMMAIRE

EDITORIAL

America centrale: Alerte! 1

POLITIQUE

Journée de la paix: un pas important en avant! 3

60 000 manifestants à Berne: "La résistance solidaire est l'attitude la plus conforme à la dignité humaine" 3

Lettre ouverte à l'Association suisse des transports (AST): Protéger l'environnement jusque dans les chambres à gaz? 8

Pétition pour une véritable politique d'asile: il faut agir! 8

Votation fédérale le 4 décembre: Davantage de droits pour les travailleurs immigrés! 8

SOCIAL

Grève à la Monteforno (Tessin): la paix du travail a ses limites... 4

Schlieren: Les CFF doivent reprendre la "Wagi" 4

Crise et capitalisme 4

Canton de Vaud: L'austérité? Non merci! 5

Bienne: A l'unisson contre la formation professionnelle 5

DOSSIER

AMÉRIQUE LATINE: ces dictatures qui s'effondrent 6-7

GRENADE: Une base américaine 7

INTERNATIONAL

"Salut aux manifestants contre les nouveaux missiles américains" 9

Congrès de l'IG Metall (RFA): des grèves antimissiles sont possibles 9

Endettement du TIERS MONDE: Les banques suisses dictent la politique mondiale 10

À VOIR

Hanna K., de Costa-Gavras: la question palestinienne 11

L'ÉVÈNEMENT 12

LIBAN: En attendant Reagan 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche:

Fr. 6 mois, enveloppe ouverte... 22,50

une année, env. ouverte... 45.-

une année, env. fermée... 55.-

une année, étranger (Europe) 80.-

abonnement de soutien... 100.-

Administration:

La Brèche, case postale 858

1211 Genève 3

CCP 10 - 25 669

Rédaction:

La Brèche, 3, rue Chaucrau

1003 Lausanne

Editeur responsable C.A. Udry

Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent: **prenez contact**

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) section suisse de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,

case postale 13, 2500 Bienne 032 / 22 95 47

case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds

case postale 28, 1700 Fribourg 6

case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02

3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91

case postale 1532, 2002 Neuchâtel

case postale 485, 1400 Yverdon

Journée pour la paix :

Soixante mille personnes à Berne cela représente près de 400 000 personnes à Bonn, capitale de la RFA. Il est donc indiscutable qu'un pas important a été accompli. Le résultat de la première grande manifestation du 5 décembre 1981 a été considérablement amplifié et consolidé. Les effets du 5 novembre seront importants car il n'est plus possible de parler d'un mouvement de la paix qui serait un simple feu de paille suscité par une volonté d'imitation de ce qui se passe ailleurs, ou encore d'une "manipulation de moscoutaires".

Plusieurs raisons expliquent la permanence et l'amplification du mouvement. Les jeunes et les salariés en Suisse se sentent directement concernés par le stationnement des Cruise et des Pershing II par l'OTAN en Europe. Un sondage effectué par la télévision suisse alémanique le démontre. 48 o/o des personnes interrogées estiment que le stationnement devrait être repoussé au profit d'une poursuite des négociations américano-soviétiques de Genève. Ce pourcentage est de 42 o/o en Suisse romande. En d'autres termes une majorité relative est opposée au stationnement. 42 o/o des personnes interrogées se prononcent en faveur d'une "politique plus active de paix" de

Un pas important accompli

la part des autorités helvétiques. Enfin, 48 o/o sont d'avis que les Cruise et les Pershing II n'apportent aucune contribution à leur sécurité. Ces résultats confirment la justesse de la plate-forme revendicative de la journée.

Car il faut remarquer que les partis bourgeois et le Conseil fédéral ne s'étaient pas fait faute de calomnier les manifestants. L'illustration la plus frappante de cette attitude furent les communiqués du Parti radical et de la Société des officiers suisses attaquant la journée pour son "unilatéralisme", les SS-20 n'étant pas mentionnés dans la plate-forme. En réalité, et de nombreuses déclarations d'officiers supérieurs en attestent, la politique officielle du Conseil fédéral est de saluer le stationnement des Cruise et des Pershing II. Dans ce sens, l'unilatéralisme de la plate-forme sur ce point n'est que la conséquence de la politique officielle !

On peut dire, sans guère se tromper, que la politique officielle d'alignement sur l'OTAN du Conseil fédéral, de l'état-major et du parlement a pris une giflette magistrale. Car la véritable signification de l'exigence d'une "politique plus active" pour la paix est la remise en cause de cet alignement sur la politique du va-t'en-guerre Reagan. Alignement que l'on peut constater dans une série d'autres domaines, notamment dans la croissance des dépenses militaires au détriment des dépenses sociales, dans la répression contre les objecteurs de conscience et la volonté de construire de nouvelles places d'armes comme à Rothenthurm.

La crise d'ensemble du système, la montée fulgurante des interventions militaires de l'impérialisme dans les pays dominés, la politique forcenée d'austérité des gouvernements bourgeois sont autant de facteurs qui sous-tendent les mobilisations pour la paix. A l'époque du danger d'holocauste nucléaire, il est totalement justifié de lutter pour un autre avenir que celui de la destruction physique, écologique et sociale de l'humanité.

Gageons que les effets de cette journée seront multiples. On va assister à l'ouverture d'un débat et d'une activité encore beaucoup plus importants dans tous les domaines de la politique sociale, militaire et étrangère de la majorité parlementaire bourgeoise actuelle. C'est positif !

André Meylan



60 000 à Berne, c'est comme 400 000 à Bonn !

Interfoto

60 000 manifestants à Berne :

"LA RÉSISTANCE SOLIDAIRE EST L'ATTITUDE LA PLUS CONFORME À LA DIGNITÉ HUMAINE"

C'est par ces mots que l'écrivain Otto F. Walter termina son allocution. Ils résument parfaitement l'état d'esprit des dizaines de milliers de personnes qui ont défilé, la main dans la main, devant les ambassades américaine et soviétique et qui se sont massées sur la Place Fédérale le 5 novembre.

Otto F. Walter commença en déclarant : "Nous tous ici présents condamnons ce qui se passe en Afghanistan et en Pologne. Nous condamnons toute répression contre le mouvement indépendant de la paix en Europe de l'Est : 'Transformons les épées en socs de charrue', trois fois oui !". Il passa ensuite à une critique acérée de la politique officielle des Etats-Unis. "Nos interlocuteurs directs sont les puissants dans notre partie de ce monde divisé en trois. Ce sont eux qui doivent, en premier lieu, nous rendre des comptes. Les USA se sont déclarés — sans y être invités — la puissance protectrice de notre monde. Le gouvernement des Etats-Unis — et non le peuple américain — a, pour la première fois, décidé de l'utilisation de la bombe atomique. Le gouvernement des Etats-Unis a rompu avec la politique de détente, il renforce sans discontinuer la pression sur l'Europe de l'Est (...) il protège la liberté en Asie, au Moyen-Orient, en Amérique latine, et il protège la liberté par-dessus nos têtes. La liberté pour qui ? La liberté au détriment de qui ? Voilà la question ! La réponse est donnée chaque jour au Chili ! La protection des Etats-Unis nous menace."

Otto F. Walter aborda également des thèmes de politique helvétique. "Quand est-ce que notre pays agira avec les Etats neutres et non alignés du monde dans leurs protestations contre le stationnement de nouveaux missiles de première frappe en Europe ? (...) Est-ce que tous ceux qui revendiquent le droit de référendum sur les crédits militaires doivent être qualifiés par ceux se trouvant en haut lieu comme étant tendanciellement des non-Suisses ? — Je suis pour le droit de référendum ! Année après année des cen-

taines de jeunes objecteurs suisses se retrouvent derrière les barreaux avec le tampon : 'criminels' ! Combien de temps cela doit-il encore durer ? Le ministre de la justice de notre pays, Rudolf Friedrich, a diffamé le mouvement très diversifié et indépendant de la paix du peuple suisse. Ça, c'est la guerre froide venant d'en haut, et introduite dans la politique intérieure." D'autres passages significatifs furent consacrés à la situation en Amérique centrale et en Suisse (le slogan "moins de crédits militaires, plus de crédits sociaux" fut très applaudi).

"Lancez vos ballons en solidarité avec le peuple de Grenade !"

C'est ainsi qu'Anne Cunéo termina son allocution poétique et engagée. Car les comités de solidarité avec l'Amérique centrale avaient diffusé des milliers de ballons multicolores portant l'inscription : "Pas de missiles US en Europe — Non à l'intervention US en Amérique centrale !".

"Solidarité avec les mouvements pacifistes indépendants de l'Est"

Cette revendication fut l'une des plus discutées dans le cadre de la préparation de la journée. Le Mouvement suisse pour la paix, organisation criminalisée par Rudolf Friedrich, et proche du Parti suisse du travail en Suisse alémanique, les POCH et une partie du Comité pour la paix et le désarmement de Berne s'étaient opposés avec véhémence à une telle référence.

Par contre, le PSO — à l'origine de cette revendication — les JSR

(Jeunesses socialistes révolutionnaires) et les courants pacifistes autonomes l'avaient soutenue. Elle fit l'objet d'un vote largement majoritaire dans l'assemblée générale de préparation. Son acceptation, tout comme le refus de mettre sur le même pied les Cruise et Pershing et les SS-20 — position également défendue par le PSO et les JSR — illustrent les lignes de force politiques du mouvement de la paix, dont Otto F. Walter s'est fait largement l'interprète. Le mouvement est inconditionnellement opposé au stationnement des Cruise et Pershing, il s'oppose à la politique pro-OTAN des autorités, y compris en politique intérieure. Par contre, il refuse d'entrer dans la logique de la division de l'Europe en deux blocs. Il ne peut accepter de fermer les yeux sur les aspects réactionnaires de la politique militaire de la bureaucratie soviétique. Il comprend qu'une autre solution aux dangers de guerre — aussi vague soit-elle à cette étape — est possible et nécessaire.

Une solution qui verrait les peuples d'Europe de l'Ouest et de l'Est s'unir pour construire une autre société solidaire, de paix et respectueuse des peuples et opprimés du Tiers Monde. Comme Otto F. Walter l'a dit, ici en Occident capitaliste, ce sont contre nos propres gouvernements et Reagan qu'il faut lutter, car ce sont eux les principaux responsables de la course actuelle aux armements. Par contre, à l'Est ce sont les mouvements indépendants pour la paix, le syndicat indépendant Solidarność qui lutteront pour une autre société, pour un socialisme où — enfin — les salariés et les jeunes seront les maîtres.

Voilà les premières leçons que l'on peut tirer de cette magnifique journée pour la paix. C'est à chacun de nous qu'il appartiendra, au-delà de toutes les différences d'idées et de conceptions, de poursuivre inlassablement le combat.

A. Meylan

Grève à la Monteforno (Tessin) :

La paix du travail a ses limites...

Pour tous ceux qui, ces derniers temps, ont suivi la situation à la Monteforno, l'une des plus importantes entreprises industrielles du Tessin, contrôlée par Von Roll, la grève du mercredi 2 novembre n'a pas été une surprise.

En effet, la crise de l'entreprise de Bodio est profonde, liée aux restructurations entreprises par Von Roll. En mai dernier déjà, 177 licenciements avaient été annoncés, puis "suspendus", mais jamais retirés. Pour les éviter, l'entreprise avait fait, avec l'accord des directions syndicales (FTMH et FCOM), un recours massif au chômage partiel. Dans plusieurs secteurs de la production, les travailleurs ont ainsi assisté, ces derniers temps, à une augmentation des rythmes de travail. La direction, insistant sur la "gravité" de la crise, refusait de mettre fin au chômage partiel et de procéder à de nouvelles embauches. On comprend que, dans ce climat, les chantages quotidiens et la dégradation des conditions matérielles de travail rendaient la situation insupportable.

La grève du 2 novembre

Au matin du 2 novembre, les travailleurs de la première équipe apprennent que le Tribunal arbitral — auquel les "partenaires sociaux" s'étaient adressés à propos de la compensation du renchérissement — a décidé que la Monteforno ne versera que 2,07 o/o de compensation. Or les travailleurs, à la fin de l'an dernier, avaient réclamé la compensation intégrale, soit 5,5 o/o. Pour eux, c'est une véritable provocation.

Spontanément, ils se mettent en grève. Derrière la question du renchérissement, ce sont tous les problèmes de la défense de l'emploi qui sont posés. La détermination des travailleurs est claire. Pas besoin de piquets de grève, le climat est très unitaire et détendu. La commission d'entreprise soutient l'action et demande à la direction d'ouvrir des négociations sur plusieurs points :

- pas de licenciements,
- augmentation de 100 francs pour tous,
- amélioration des conditions de sécurité dans l'entreprise.



L'atmosphère de travail devenait insupportable.

Interfoto

L'attitude des directions syndicales en revanche est étrange. Ni l'une ni l'autre n'osent soutenir ouvertement les travailleurs. La FCOM (Fédération chrétienne des ouvriers sur métaux) ne prend pas officiellement position. Mais le conseiller aux Etats démocrate-chrétien (qui est aussi vice-président national des Syndicats chrétiens), Camillo Jelmini, passe son temps, avec d'autres notables du PDC, à faire rentrer dans le rang les travailleurs, notamment en faisant pression sur une composante importante de la FCOM dans l'entreprise.

Quant à la FTMH, elle se contente de rappeler, dans un communiqué lamentable, que, puisque la Monteforno est signataire de la

convention nationale, les ouvriers sont obligés de respecter les clauses, entre autres celle de la paix du travail.

La médiation du Conseil d'Etat

Vendredi 4 novembre, au troisième jour de grève, le Bureau cantonal de conciliation invite les représentants des travailleurs (commission d'entreprise et syndicats), ainsi que la direction de l'entreprise, à se rencontrer à Bellinzone. C'est dans ce cadre qu'est préparé un projet d'accord : la direction renonce à des mesures de repréailles contre les grévistes et s'engage à ouvrir des pourparlers avec la commission d'entreprise et les syndicats

sur les problèmes posés par les travailleurs. A une condition, que la grève cesse.

Samedi 5 novembre, une assemblée générale de tous les travailleurs se tient. La commission d'entreprise et les syndicats invitent les travailleurs à accepter l'accord. Assez déçue, l'assemblée vote de ne pas s'exprimer sur l'accord. Commission d'entreprise et syndicats peuvent ainsi commencer à discuter avec la direction. Lundi 7 novembre, le travail reprend. Mais les deux premières rencontres avec la direction n'aboutissent à aucun résultat. On se reverra le 19 novembre.

Quel bilan tirer de cette grève ?

Il est encore difficile de tirer toutes les conclusions de cette action, d'autant que les résultats ne sont pas encore là. Mais il faut mettre en relief une chose : la volonté de lutte et la capacité de résistance des travailleurs ont montré qu'il est possible d'agir, malgré les limites de la "paix du travail". C'est déjà important, surtout dans la métallurgie.

A l'assemblée du 5 novembre, si une proposition différente s'était affirmée, il aurait certainement été possible de prolonger l'action. Des oppositions à l'accord existaient jusqu'au sein de la commission d'entreprise et ont été abandonnées pour maintenir une "position unitaire".

Les résultats, jusqu'ici nuls, des deux premières rencontres montrent que, sans l'action des travailleurs, il sera impossible de gagner leurs revendications.

G. Sergi — Tessin,
10 novembre 1983

Schlieren :

LES CFF DOIVENT REPRENDRE LA "WAGI"

L'initiative communale, lancée par le Comité "Sauvons la Wagi" (voir *La Brèche* no 307, 5 novembre 1983) a déjà abouti... Au grand dam des autorités !

Cette initiative, rappelons-le, exige que la commune reprenne l'entreprise de wagons Schindler à Schlieren (banlieue de Zurich) en y maintenant tous les emplois (avec recyclage aux frais de Schindler) dans le cadre des CFF. Avant même le début de la récolte de signatures, l'exécutif communal annonça que cette initiative serait invalidée. Mais un porte-parole du Département cantonal de l'intérieur se chargea du démenti : "Il n'y a fondamentalement rien à reprocher à la reprise d'une entreprise par l'Etat. La Ville de Zurich, dans les années trente, a repris Escher-Wyss... En cas de doute, on part du principe qu'une initiative est valable". Opinion partagée par les habitants de Schlieren : en un samedi, 700 signatures ont été récoltées alors que 500 sont nécessaires !

Un postulat analogue a été déposé au Conseil national par Stappung (PS) et la majorité des parlementaires du PS et de l'USS. Mais il se contente d'une reprise partielle de l'entreprise, pour des dépôts et ateliers, qui n'assureraient que 200 emplois. L'initiative, elle, exige le maintien de la production, des emplois (y compris pour les apprentis), le recyclage et la rente AVS complète pour les travailleurs en pré-retraite.



L'exécutif de la commune s'oppose donc non seulement à l'initiative, mais aussi au postulat déposé par Stappung, repris par la fraction socialiste au conseil communal. Or ce même Stappung est membre de l'exécutif communal ainsi qu'un autre socialiste, également président de la commission d'entreprise de Schlieren... Ni l'un ni l'autre n'ont critiqué la prise de position des autorités dont ils font partie. Veulent-ils couler leurs propres postulats qu'ils ne feraient pas mieux !

L'initiative lancée par le Comité "Sauvons la Wagi" vient donc à son heure. La fermeture de l'entreprise est pour avril 1984, les premiers licenciements pour décembre. On attend toujours que le PS, les POCH, le PdT se décident à la soutenir... maintenant qu'elle a abouti !

correspondant

CRISE ET CAPITALISME

Misère

"Les coûts d'un seul avion de combat porteur de charges nucléaires sont plus élevés que le produit social brut total des 53 pays les plus pauvres de la planète." C'est M. Saouma qui le dit (*Augsburger Allgemeine*, Allemagne fédérale, 3 octobre 1983). Il est directeur général de l'Organisation mondiale de l'alimentation.

Jeunes sans travail

Les pays de l'OCDE, où sont réunis les principaux pays capitalistes, connaîtront selon cet organisme l'évolution suivante du marché du travail : une nouvelle montée à 34,8 millions de chômeurs, dont 10,5 millions seront des jeunes. Le taux de chômage dans la jeunesse atteindra 17,3 o/o.

Montagne de beurre

Les stocks de produits agricoles des pays du Marché commun sont de plus en plus pleins. Par rapport à l'an dernier, le surplus de beurre a augmenté de 40 000 tonnes pour atteindre 513 000 tonnes, celui de céréales de 1,7 million à 5,3 millions de tonnes, celui de viande de bœuf de 53 000 tonnes atteignant 300 000 tonnes, celui de poudre de lait de 383 000 tonnes à 916 000 tonnes.

Pendant ce temps, selon l'UNICEF (organisation d'entraide pour l'enfance), 40 000 enfants meurent de faim et un enfant sur quatre dans le Tiers Monde souffre de manque d'alimentation. Mais ce ne sont pas des clients solvables ! Là où règne le profit, on compte les millions d'affamés dans les pertes et faux frais...

Burke



Canton de Vaud :

L'AUSTÉRITÉ ? NON MERCI!

Le cirque électoral a replié son chapiteau, place à l'austérité voulue par le Conseil d'Etat ! Pour les salarié(e)s de ce canton, cela signifie surtout deux choses : suppression d'acquis pour les plus mal lotis, blocage du personnel et mise en cause de la compensation du renchérissement pour les travailleurs du secteur public. Et ce n'est qu'un premier pas, un premier coup de semonce, qui annonce une offensive d'envergure dans le public comme dans le privé. Cette offensive est du reste ouvertement souhaitée par les milieux d'affaires libéraux. Leur organe, la *Gazette de Lausanne*, écrit le 12 octobre 1983 : "Le blocage du personnel, du moins, est un pas dans le bon sens, un pas courageux même s'il doit susciter des tempêtes. Il est le témoignage d'une volonté politique et c'est quelque chose, (...)"

Volonté politique : en effet, c'est bien le mot juste. Car la situation financière de l'Etat de Vaud n'est pas si catastrophique; non seulement ses comptes d'exploitation ont régulièrement été bénéficiaires ces dernières années, non seulement un Etat — contrairement à l'écrasante majorité des ménages salariés — est aussi un propriétaire, souvent cossu, de biens immobiliers

et peut donc s'endetter. Mais surtout la droite bourgeoise refuse systématiquement depuis des années d'aller chercher l'argent là où il est. Au contraire, elle se permet même de faire des petits cadeaux coûteux à sa clientèle, en réduisant à fin 1982 les impôts payés par les propriétaires de villas. Qu'on ne vienne donc pas nous baratiner en nous parlant du "nécessaire équilibre du budget" ou des "difficultés financières de l'Etat" !

Les conseillers d'Etat socialistes contre les travailleurs ?

"Avec nous, défendez votre pouvoir d'achat", disait le manifeste électoral du Parti socialiste vaudois (PSV), qui ajoutait : "A tous les niveaux, les socialistes se sont battus pour le respect du principe intangible de la pleine et immédiate compensation du renchérissement, pour les salaires comme pour les prestations sociales, rentes AVS/AI en tête".

Aujourd'hui, c'est le conseiller d'Etat socialiste Duvoisin qui explique qu'il faut renoncer à la compensation complète du renchérissement et aux allocations de Noël de l'AVS/AI. Visiblement, à partir d'un certain niveau, les magistrats socialistes se battent... pour une politique bourgeoise. Car c'est bien là l'effet pervers de la participation gouvernementale du Parti socialiste : de feu Ritschard à Duvoisin, ses magistrats sont en première ligne pour défendre des mesures antisociales. Et les bourgeois de se frotter les mains : les socialistes doivent défendre des mesures contraires à leur programme — et apparaissent ainsi pour les pires des politiciens — alors que les travailleurs se découragent, attaqués par ceux-là mêmes qu'ils ont élus !

N'est-il pas temps de cesser cette comédie, de choisir clairement son camp, d'arrêter de porter les valises de Delamuraz & Cie ? Il faut que les deux conseillers d'Etat socialistes démissionnent, montrant par là avec éclat que les militants socialistes, avec l'ensemble des salariés de ce canton, sont prêts à se battre contre l'austérité bourgeoise, à former une véritable Entente ouvrière et populaire contre l'Entente vaudoise !

Faire payer la crise aux salarié(e)s

Cette volonté politique, si chaleureusement applaudie par la *Gazette de Lausanne*, c'est évidemment celle qui consiste à faire payer la crise aux salariés. Les mesures proposées par le Conseil d'Etat sont sans équivoque :

- prise en charge par les patients d'une partie des frais de pension en cas d'hospitalisation;
- suppression de l'allocation de Noël accordée aux bénéficiaires des prestations complémentaires AVS;
- garantie de la compensation du renchérissement limitée à 2 o/o (elle n'est déjà plus rétroactive pour les salarié(e)s de l'Etat);
- blocage de l'effectif du personnel, y compris dans les établissements subventionnés par l'Etat.

Le budget prévoit — car il ne s'agit que de prévisions, même pas de faits établis — un déficit de 68,5 millions. Pour arriver à ce chiffre, le gouvernement cantonal veut entre autres économiser 1,6 million (soit 2,3 o/o du déficit) sur le dos des rentiers AVS les plus pauvres. L'économie ainsi réalisée est ridicule, la manœuvre mesquine, mais la volonté de faire payer la population salariée d'autant plus claire.

Première réponse ouvrière : le 5 décembre dans la rue

Rien ne serait plus faux de se dire qu'au fond l'essentiel de ces mesures (blocage du personnel du Canton, mise en cause de la compensation du renchérissement) ne concerne que les travailleurs de l'Etat de Vaud et qu'il n'y a donc pas le feu. Car le projet du Conseil d'Etat agit comme un signal politique : il encouragera le patronat et les autres autorités politiques à faire de même, sinon pire. Déjà la Municipalité de Lausanne propose de supprimer l'effet rétroactif de la



Des économies mesquines sur les rentiers AVS.

Interfoto

compensation du renchérissement versée aux employés communaux. Et il ne faudra pas attendre longtemps pour voir les patrons de la métallurgie raboter encore plus la compensation, déjà incomplète, qu'ils accordent aux travailleurs de la branche.

Quant au blocage du personnel, il ne touche pas simplement les travailleurs de la fonction publique,

qui subiront un stress accru. Ainsi les services publics fourniront des prestations moindres : les malades du CHUV seront moins bien traités, parce que les salarié(e)s du CHUV auront trop à faire. Il signifie aussi que l'Etat n'embauchera plus, alors que chômage et licenciements subsistent. C'est donc faire disparaître nombre d'emplois potentiels.

Le projet du Conseil d'Etat

prend tous les salarié(e)s du canton, à un titre ou à un autre, dans son collimateur. La riposte doit donc être à la hauteur de cette offensive. Voilà pourquoi l'Union syndicale vaudoise, la CRT, le PSV, le POP, AD et le PSO appellent d'ores et déjà à une manifestation de rue, le lundi 5 décembre à Lausanne, le jour du débat sur le budget 1984 de l'Etat de Vaud au Grand Conseil.

Bienne :

A l'unisson contre la formation professionnelle

Bienne compte actuellement 900 chômeurs, dont 300 sont au bénéfice du fonds de crise. Hermann Fehr, le maire socialiste, déclarait le 20 janvier 1982 que cette situation "peut sans doute provoquer des difficultés pour retrouver des postes de travail, surtout pour les personnes non qualifiées".

On pouvait donc s'attendre à ce qu'une municipalité de gauche prenne des mesures en ce sens. Or, presque rien jusqu'à aujourd'hui n'a été entrepris.

D'après l'Office des statistiques de Bienne, à peine la moitié des apprentis ont trouvé une place de travail dans leur secteur en 1983. La grande majorité des apprentis se concentre dans les secteurs les moins qualifiés (de 1974 à 1980, plus du double dans l'hôtellerie et plus de la moitié en plus dans l'alimentation. Durant la même période, baisse des métiers de l'imprimerie de 77 o/o et de 13,1 o/o chez les mécaniciens).

Pour répondre à cette situation, le PSO de Bienne avait déposé en avril 1981 une motion au Conseil de Ville : elle demandait l'amélioration de la formation professionnelle et du recyclage, un peu comme le demande notre initiative nationale. La motion insistait sur le cas des immigrés, des filles et des handicapés, catégories les plus mal loties en matière de formation : huit filles sur dix à Bienne font un apprentissage dans des professions "féminines" (lisez déqualifiées) telles que vendeuse, coiffeuse, employée de



bureau. La motion insistait également sur la nécessité de dispenser une formation dans les secteurs d'avenir que sont, selon l'OFIANT, ceux de la chimie, l'électronique, la construction, la construction de machines. Les ateliers devraient pouvoir occuper 150 jeunes.

Le Conseil municipal a refusé la motion, bien qu'il reconnaisse que "de plus en plus d'adultes éprouvent le besoin ou la nécessité de se recycler ou de se perfectionner. La situation économique des derniers mois a encore accentué le mouvement, il est probable qu'il ira encore en augmentant". Mais face à cela, il prône la "recherche individuelle" en matière de recyclage... !

En ce qui concerne la formation professionnelle, "il n'est presque pas possible de désigner les professions ou les métiers dont on peut

prévoir qu'ils seront toujours pourvoyeurs d'emplois intéressants et en nombre suffisant".

Et de recommander la recherche de places d'apprentissage dans les CFF et les PTT, alors que justement, dans les PTT à Bienne, plus aucun apprenti ne sera engagé jusqu'en 1986 et que les chances dans les CFF ne sont guère plus grandes.

Le Parti socialiste a refusé en bloc notre motion, essentiellement pour des raisons économiques (alors que le 30 o/o seulement du coût reviendrait à la commune, selon les lois cantonales).

Son vote avec les bourgeois ne va en rien contribuer à améliorer les conditions d'emploi et de formation dont dépend l'avenir de toute une région.

correspondant biennois

Certes, le chœur n'est pas encore parfait, les fausses notes ne manquent pas et l'harmonie est quelquefois discordante. Mais, malgré les différences dues aux diverses situations nationales, un certain nombre de traits généraux apparaissent. Nous essayerons ci-dessous de les souligner, à partir de trois exemples, ceux de l'Argentine, du Chili et de la Bolivie, qui représentent chacun un moment différent de la marche qui mène de l'ébranlement de la dictature militaire à la libération nationale et sociale.

ARGENTINE : LA TRANSITION

Ce qui commença comme une fuite en avant d'une dictature militaire à la recherche d'un appui populaire, l'aventure de la reconquête des Malouines, s'est rapidement transformé en accélérateur de la crise de cette même dictature. A tel point que, en tirant le bilan de la répression, l'un de ses agents les plus actifs, l'ancien chef de la police à Buenos Aires, le général Ramon Campos, explique : *"J'ai vaincu la subversion au cœur, c'est-à-dire à Buenos Aires. Et j'en suis fier. J'assume toutes mes responsabilités et celles des trente mille hommes que j'ai menés au combat (...) Je pense que nous devons être fiers de ce que nous avons fait; que le gouvernement doit en être fier et assumer publiquement la responsabilité de tous ses actes (...) Ce qui nous a manqué, c'est une solution tant politique qu'économique et culturelle pour asseoir notre victoire militaire."* (entretien avec le journal espagnol *Pueblo* du 27 janvier 1983, cité par *Le Monde Diplomatique* d'octobre 1983).

Face à cet échec "tant politique qu'économique et culturel" pour reprendre les termes du tortionnaire de Buenos Aires, les militaires argentins se sont trouvés divisés, se rejetant en outre mutuellement et publiquement la responsabilité du fiasco militaire des Malouines. Contrairement au général Ramon Campos, bon nombre de ses congénères cherchent plutôt l'oubli. De source militaire, on indique à Buenos Aires que 1 200 officiers d'active ou de réserve ont présenté une demande de visa pour l'étranger (*Newsweek*, no 46, du 14 novembre 1983)...

Il est vrai que le bilan est particulièrement lourd. Économiquement, l'Argentine est un pays dévasté, au bord de la faillite. Plus de 40 milliards de dollars de dette extérieure; une inflation de plus de 200 o/o en 1982, un taux de chômage de l'ordre de 25 o/o de la population active. La production industrielle est en chute libre. La part des salaires dans le revenu national est passée de 45 o/o il y a dix ans à 20 o/o aujourd'hui. A cela s'ajoute le bilan de la répression de la dictature : des dizaines de milliers de morts — dont 30 000 "disparus" à qui la junte militaire a cyniquement... pardonné ! — près d'une centaine de milliers d'exilés.

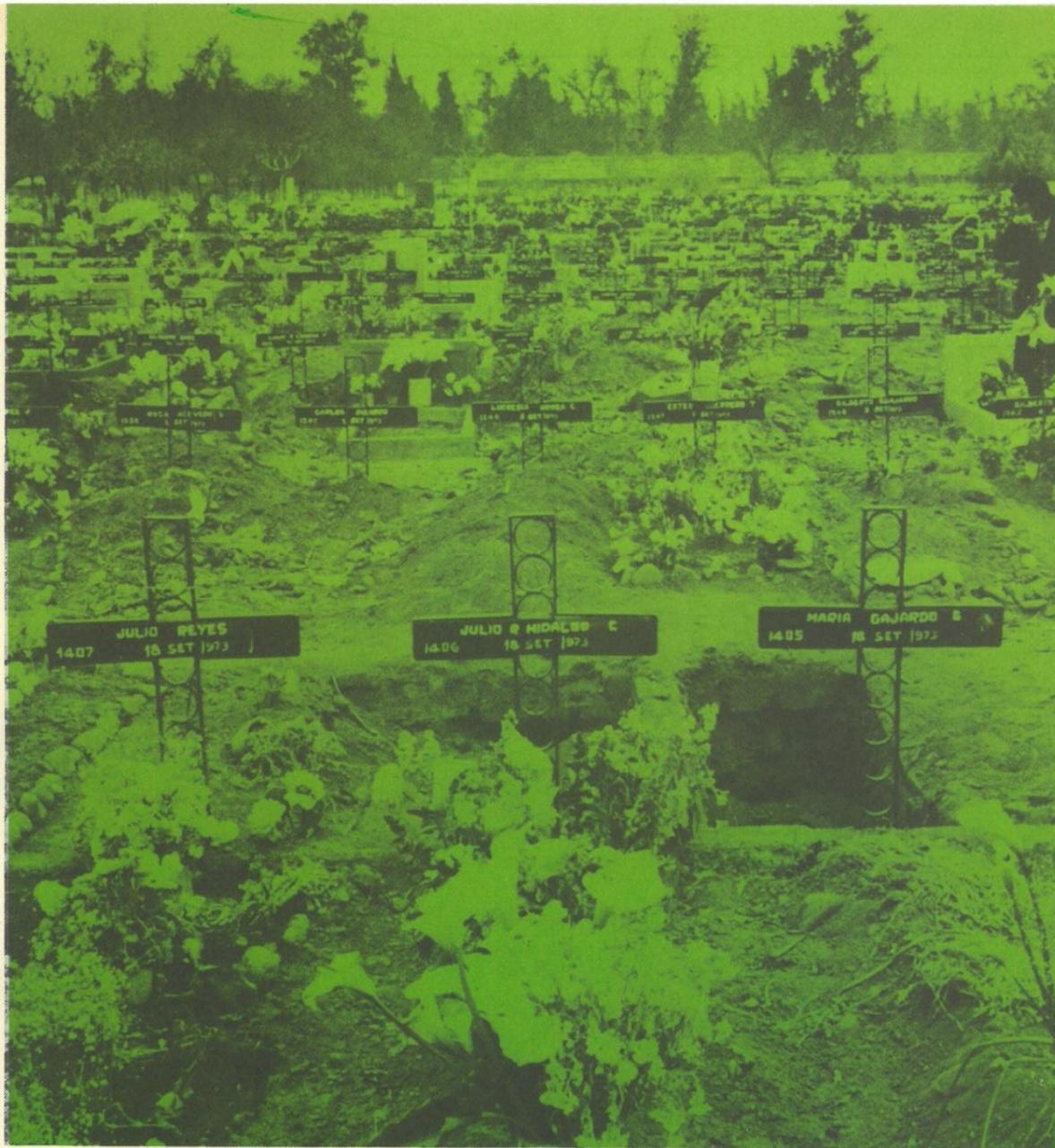
Prise entre les tenailles de la misère et de la répression, la classe ouvrière argentine a semblé d'abord jouer un rôle secondaire dans la lutte contre la dictature. C'est que contrairement au Chili ou à la Bolivie, elle ne dispose pas d'instrument propre, même faiblement structuré. Politiquement, elle fut majoritairement encadrée par le passé par le Parti justicialiste (péroniste) et syndicalement par la bureaucratie syndicale péroniste de la Confédération générale du travail (CGT, aujourd'hui divisée entre deux organisations, la CGT-Azopardo et la CGT-République argentine. Cette division est née de divergences quant aux formes de collaboration avec la dictature et d'intérêts de cliques opposés).

Malgré ces obstacles toutefois, 7 millions de travailleurs paralysèrent l'Argentine par une grève générale de 24 heures le 6 décembre 1982 et une nouvelle fois le 28 mars 1983. La classe ouvrière argentine n'est donc pas du tout absente de la lutte contre la dictature; elle n'en occupe pas encore complètement le premier plan, par manque d'instruments démocratiques de centralisation et d'organisation.

Mais déjà le résultat des élections argentines indique un changement d'importance. La victoire du candidat de l'Union civique radicale, Raul Alfonsín, sur un programme de démocratisation de l'Argentine, c'est conjointement la défaite du péronisme. Et en particulier de ses bureaucrates les plus corrompus. Certes, Alfonsín a mordu sur l'électorat ouvrier péroniste en partie à cause des ses promesses de démocratisation, de mise au pas des militaires. Mais il a aussi bénéficié, vu les circonstances, d'un vote utile : "ni militaires, ni péronistes corrompus". C'est là un premier pas dans la rupture avec la direction péroniste, sa démagogie populiste, son contrôle bureaucratique, proche souvent du gangstérisme. Les mois qui viennent montreront si les travailleurs argentins progresseront sur la voie de l'indépendance de classe, en particulier lorsqu'il s'agira de démocratiser les syndicats. Raul Alfonsín entend en effet bien tenter de prendre le contrôle du mouvement syndical, en y plaçant ses hommes à lui et en expulsant une partie des anciens bureaucrates péronistes. Mais il est obligé de mener cette bataille sous le couvert du "fonctionnement démocratique" de la CGT. Il y a la possibilité, pour les courants "classistes" (luttant pour des syndicats combattifs, indépendants et démocratiques), de mener une série de batailles victorieuses pour la reconquête des syndicats. Chose nécessaire face aux mesures d'austérité que le Fonds monétaire international (FMI) ne manquera pas d'imposer à la population argentine. Chose nécessaire aussi pour obtenir que la démocratisation promise ne se heurte pas aux compromis qu'Alfonsín ne manquera pas de passer avec les militaires. Ces derniers ne resteront dans leurs casernes que s'ils trouvent en face d'eux une classe ouvrière forte et déterminée.

CHILI : QUELLE ALTERNATIVE ?

Contrairement à ce qui se passe en Argentine, les militaires chiliens sont encore relativement unis derrière leur



Amérique latine :

La décennie noire. Tombes de septembre 1973 au cimetière de Santiago.

CES DICTATURES QUI S'EFFONDRENT

Dans les années trente, le peuple espagnol désignait le gouvernement réactionnaire de Lerroux sous le terme de "bienio negro" (les deux années noires). On pourrait de même parler de "decenio negro" (décennie noire) pour la période qui se termine dans le cône sud de l'Amérique latine. Pinochet tente de s'accrocher au Chili, tandis que les généraux argentins s'apprentent à rentrer — la rage au cœur — dans leurs casernes. Leurs comparses boliviens, mal protégés par un gouvernement civil de plus en plus contesté, voient avec terreur croître la force et l'audace de la classe ouvrière et des paysans pauvres. La poussée est si puissante que même les masses uruguayennes se remettent à espérer.

Les dictateurs militaires, avec l'appui des Etats-Unis, voulaient faire de cette région le tombeau de la classe ouvrière latino-américaine. Aujourd'hui, les ouvriers, les masses paupérisées des bidonvilles, les travailleurs agricoles et les paysans pauvres reprennent en chœur cette vieille chanson ouvrière française, écrite durant la répression de la Commune de Paris : "Oui mais... / ça branle dans le manche, / les mauvais jours finiront. / Et gare à la revanche, / quand tous les pauvres s'y mettront".

maître, Pinochet. C'est le dernier atout, avec la veulerie de l'opposition bourgeoise, du dictateur en sursis.

Bien que les généraux soient encore au pouvoir, la situation chilienne fait mieux ressortir que l'Argentine une série d'enjeux que l'on retrouve dans toutes les "transitions" et autres "démocratisations". Cela tient à plusieurs facteurs : d'abord la décomposition interne du régime est un peu moins avancée; l'obstacle résistant mieux, il faut donc rassembler plus de forces pour le passer. Ces forces supplémentaires, ce sont pour l'essentiel les travailleurs chiliens qui peuvent les jeter dans la balance. En outre, la classe ouvrière chilienne possède une tradition d'organisation "à l'européenne" avec ses partis propres, comme le Parti communiste (PC), le Parti socialiste (PS) ou encore le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR). Enfin, l'élan décisif à la lutte contre la dictature a été donné dès le départ par le secteur le mieux organisé de la classe ouvrière, les travailleurs du cuivre et leur syndicat, la CTC (Confédération des travailleurs du cuivre, regroupant 24 000 travailleurs concentrés en quatre centres miniers).

Ce poids social — qui est aussi un poids politique, comme l'a montré la manifestation de 80 000 personnes, appelée par la gauche, à Santiago le 11 octobre dernier — réduit d'autant la marge de manœuvre de l'opposition bourgeoise, faisant apparaître plus clairement ses intérêts réels sous le discours démocratique.

Pour l'opposition bourgeoise, regroupée dans l'Alliance démocratique (AD, dominée par la Démocratie chrétienne), il s'agit d'obtenir une transition négociée avec les militaires,

sans que durant cette période, le mouvement de masse ne remette en cause ni sa domination politique, ni ses "solutions" à la crise économique. Tâche périlleuse, comme on a pu le voir à plusieurs reprises. Ainsi, alors que formellement l'AD réclame le départ de Pinochet, cette revendication a disparu dès la première rencontre en août avec le ministre de l'Intérieur Sergio Onofre Jarpa. De même, le cercle d'études Proden (Projet de développement pour un consensus national, regroupant d'anciens parlementaires démocrate-chrétiens et conservateurs) appela, le 4 septembre, à un meeting public en plein cœur de Santiago. Devant l'ampleur escomptée de la mobilisation, ces braves bourgeois décommandèrent cette manifestation... On constate aussi que l'AD, qui propose un calendrier constitutionnel de 18 mois pour le remplacement de la dictature, ne dit rien de précis sur le rôle de l'Assemblée constituante, ni sur les partis politiques qu'elle veut légaliser, ni sur le contenu de la Constitution qu'elle prévoit, etc. Bref, tout est négociable, y compris et surtout un arrangement entre civils et militaires.

Alors que ces faiblesses intrinsèques de l'opposition bourgeoise commencent à apparaître visiblement aux yeux des masses mobilisées, le Parti communiste chilien s'est pourtant jeté à son secours. La coalition qu'il contrôle, le Mouvement démocratique populaire (MDP), offre en effet à l'AD de souscrire à un Accord national établissant "les bases de la future coexistence démocratique, dans le cadre du respect des intérêts et des droits de la large diversité démocratique du pays". L'erreur — bien dans la ligne

d'alliance à tout prix avec la bourgeoisie "démocratique nationale", qui conduisit au désastre sanglant de l'Unité populaire en 1973 — est d'autant plus grossière que la classe ouvrière chilienne commence à surmonter ses retards en matière d'organisation, en particulier sa division syndicale. Parti de la base, un mouvement d'unification se dessine en effet. Les 14 et 15 mai, une Conférence intersyndicale métropolitaine, réunissant des représentants de 50 syndicats et 6 comités de base, a fait les premiers pas vers cette unification. Le document de cette réunion indique : "La Conférence s'engage à lutter pour la création d'une Centrale unitaire des travailleurs, fermement guidée par le principe de l'indépendance de classe et la transformation globale de la société. Dans cette centrale, dont le contingent essentiel sera constitué par les travailleurs industriels et professionnels, seront bienvenus tous les travailleurs qui s'accordent avec le projet d'indépendance de classe et de suppression du système capitaliste exprimé dans sa déclaration de principe". Et plus loin : "Nous sommes d'accord pour resserrer les liens au niveau régional et national avec toutes les organisations populaires des paysans, des habitants des bidonvilles, des étudiants, des femmes et des jeunes, pour développer une lutte commune en fonction des objectifs propres des travailleurs."

L'alternative est ici clairement posée : d'un côté l'alliance sur une base ultra-minimale avec la bourgeoisie d'opposition, de l'autre, l'unité des forces populaires autour de la classe ouvrière, pour les intérêts propres des masses. L'exemple de la Bolivie permet de voir quel terme de l'alternative répond vraiment aux besoins des masses, qui au Chili ne demandent pas seulement le départ de Pinochet, mais aussi du pain et du travail.

BOLIVIE : L'UDP CONTRE LE PEUPLE

Suite à la situation économique catastrophique que provoque et à la grève générale menée par la COB (Centrale ouvrière bolivienne), les généraux boliviens remirent le pouvoir aux civils en automne 1982. Le parlement — à majorité de droite — élit alors un gouvernement UDP. L'UDP (Union démocratique populaire) est une coalition regroupant entre autres la bourgeoisie "démocratique" du Mouvement nationaliste de gauche (MNR - I), ainsi que les partis ouvriers réformistes social-démocrate (MIR, Mouvement de la gauche révolutionnaire) et communiste (Parti communiste bolivien).

Porté au pouvoir par la mobilisation des masses, le gouvernement de l'UDP se retrouve moins d'une année après confronté avec elles. La COB manifeste le 30 août à La Paz "contre la politique de famine du gouvernement" : 100 000 manifestant(e)s l'appuient. Conjointement elle revendique un co-gouvernement avec l'UDP, soulignant que "Le gouvernement doit opter pour une des deux alternatives suivantes : ou se soumettre aux diktats du Fonds monétaire international (FMI) et aux pressions des groupes économiques privilégiés qui sont ses alliés et ses soutiens, ou mettre en marche avec une ferme volonté le co-gouvernement avec la COB, en formulant une nouvelle politique économique et sociale de défense des intérêts nationaux et de son capital humain" (El Dia de Mexico, 10 août 1983, cité par Inprecor no 160 du 7 novembre 1983).

Quelque temps auparavant, les mineurs boliviens prenaient le contrôle total des mines, imposant un contrôle ouvrier généralisé sur la production. Et à fin juin, la démarche de la COB est appuyée par la Centrale syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB). Dans une étonnante résolution (étonnante par sa combativité et sa lucidité), le deuxième congrès de la CSUTCB souligne quels sont les enjeux immédiats, concrets, de l'affrontement qui se dessine aujourd'hui en Bolivie : "Une fois de plus, nous voyons que tout en étant la majorité de la population, nous autres paysans n'avons pas de représentation propre dans la conduite des affaires gouvernementales. Les paysans

n'ont pas voté pour élire leurs propres représentants, mais pour des petits docteurs, des technocrates, des 'messieurs' et des opportunistes qui se présentent aujourd'hui comme des démocrates. Dans une telle situation, nous autres paysans demandons : pourquoi nous ont-ils promis de gouverner en faveur du peuple pour ensuite nous imposer des mesures économiques qui ne favorisent ni le peuple, ni les paysans (...)

"C'est pour toutes ces raisons que nous déclarons que cette démocratie n'est pas une véritable démocratie, car la majorité de la population, travailleurs et paysans, n'a pas de réelle participation aux mécanismes de décisions politiques (...)

"Le gouvernement ne se décide pas à gouverner avec les travailleurs. Il ne veut rien faire au bénéfice des paysans (...) Mais le plus grave c'est que l'UDP ne veut pas trouver de solutions en s'appuyant sur le peuple qui l'a portée au pouvoir et, en revanche, elle préfère transiger et négocier la dignité du pays avec les bureaucrates du FMI (...) Parce que nous sommes convaincus que les sphères gouvernementales ne seront pas capables d'approfondir la démocratie jusqu'à une véritable libération du peuple bolivien (...) les travailleurs de la campagne, les nations Aymara, Quechua, Guarani et autres, affirment la nécessité d'un co-gouvernement entre l'UDP et la COB-CSUTCB (...)" (cité par Inprecor no 160 du 7 novembre 1983).

Travailleurs agricoles, paysans sans terre, indios, pour la plupart analphabètes, ils n'ont jamais lu une seule ligne de Marx, de Lénine ou de Trotsky. Ils ont pourtant assimilé deux leçons essentielles, qu'ils affirment avec force face à la prétendue "science" de tous les docteurs en démocratie : a) la bourgeoisie, qu'elle soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'UDP, n'a strictement aucun intérêt à promouvoir une "véritable libération du peuple bolivien"; b) celle-ci ne peut être que l'œuvre des travailleurs et des paysans, organisés pour la défense de leurs propres intérêts et non pour servir de marchepied électoral aux bourgeois "démocrates".

C'est en effet dans cette direction que les masses ouvrières et paysannes d'Argentine, du Chili et de la Bolivie doivent marcher si elles ne veulent pas que la chute des dictatures n'ait servi qu'à mettre de l'huile dans les rouages grinçants de la misère voulue par le FMI et qu'elle ne soit qu'un prélude au retour des généraux.

Eric Peter

POUR EN SAVOIR PLUS, LISEZ INPRECOR !

Argentine :

— "Du fiasco des Malouines à la transition négociée", par Jean-Pierre Beauvais (Inprecor, no 147 du 11. 4. 83).

— "Entretien avec un syndicaliste 'classiste' argentin" (Inprecor, no 147 du 11. 4. 1983).

Chili :

— Dossier Chili : "Le mouvement ouvrier et populaire contre la dictature"; "Le PSR et les premières 'protestas'"; "Extraits du manifeste du MIR" (Inprecor, no 160 du 7. 11. 1983).

Bolivie :

— "Les 'cent jours' du gouvernement de Siles Suazo" (Inprecor, no 145 du 14. 3. 1983).

— "De la dictature à l'ouverture démocratique, trois années d'activité révolutionnaire" (Inprecor, no 145 du 14. 3. 1983).

— "La prise du contrôle des mines par les travailleurs", par Victor Murillo (Inprecor, no 153 du 20. 6. 83).

— "Le second congrès du syndicat paysan", par Victor Murillo (Inprecor, no 160 du 7. 11. 1983).

— "Entretien avec le leader paysan Genaro Flores", par Victor Murillo (Inprecor, no 160 du 7. 11. 1983).

Grenade :

Une base américaine!

L'effet le plus immédiat de l'invasion de Grenade par les USA saute déjà aux yeux : Reagan est en train de faire exactement ce qu'il reprochait aux Cubains de vouloir entreprendre ! "Grenade, base cubaine" devient une base US, pour préparer de nouvelles opérations militaires en Amérique centrale. On reprochait à Bishop quelques prisonniers politiques, des centaines d'arrestations sont en cours avec interrogatoires.

Ceux qui ont prêté une oreille attentive aux cris de guerre de Reagan ne trouvent rien à redire à cette "présence américaine". *Entreprise romande* (ex-*Ordre professionnel*, journal patronal, 11 novembre 1983) dit tout simplement ce que les médias distillent chaque jour : "L'intervention américaine à Grenade est certes condamnable au regard du droit international (...) mais elle visait à éviter l'installation d'un nouveau tremplin soviéto-cubain dans la zone des Caraïbes".

Pur mensonge ! Le 30 octobre, un responsable du groupe britannique Plessey, chargé de la construction de l'aéroport sous contrat garanti par Londres, a confirmé que l'aéroport de Point-Salines n'est pas conçu pour des opérations militaires. "Le terrain d'atterrissage n'est ni équipé de réservoirs souterrains, ni de hangars résistant à des attaques aériennes, ni d'une tour de contrôle protégée" (*Libération*, 1er novembre 1983). Le seul représentant démocrate américain qui refuse de justifier l'intervention, Don Bonker, qui a visité Grenade avec la mission américaine, rapporte (*Herald Tribune*, 14 novembre 1983) : "Même les hommes d'affaires américains les plus conservateurs que nous avons rencontrés soutenaient le projet d'aéroport comme un équipement commercial essentiel".

Le Département d'Etat américain, après avoir fait courir le bruit de la découverte d'un charnier (où aurait été Bishop) s'est rétracté. M. Dam, numéro deux du Département d'Etat, interrogé par *Le Monde*, explique même que cette information a été démentie parce qu'on ne savait pas si ces morts étaient dus au coup d'Etat... ou à l'intervention ! Silence, silence !

Silence encore sur la vérité des stocks d'armes découverts : fusils d'assaut, mitrailleuses et canons antiaériens suffisants pour équiper 8 000 à 10 000 hommes, proclame le Pentagone. Et quoi ? *La Military Balance* de 1983 précise que l'armée officielle de Grenade comptait 2 180 hommes et que 8 000 civils appartenaient à la milice.

Quant à la prétendue responsabilité des Cubains dans l'assassinat de Bishop par la "tendance marxiste dure", voici la prise de position du PC et du gouvernement de Cuba datée du 20 octobre 1983 (le lendemain du coup d'Etat, avant l'intervention US) : "Aucune doctrine, aucun principe ou position proclamés révolutionnaires, aucune division interne ne justifient des procédés atroces comme l'élimination physique de Bishop et du groupe connu de dirigeants honnêtes et dignes morts dans la journée d'hier. La mort de Bishop et de ses camarades doit être éclaircie et s'ils ont été exécutés de sang-froid les coupables méritent le châtiment exemplaire. Maintenant, l'impérialisme tentera d'utiliser cette tragédie et les graves erreurs commises par les révolutionnaires grenadins pour balayer le processus révolutionnaire à Grenade et la soumettre à nouveau à la domination impériale et néo-colonialiste. (...) Après le tragique dénouement d'hier, nous suivrons attentivement le développement des faits, nous nous en tiendrons strictement au principe de non-ingérence dans les affaires internes de Grenade et nous prendrons en compte, par-dessus tout, les intérêts du peuple grenadin en ce qui concerne la collaboration économique et technique, si celle-ci est possible dans la nouvelle situation".

Mais tout cela n'intéresse guère Reagan et ses porte-parole. Qu'importe la vérité ou le droit international pour défendre "la liberté" — celle de piller et d'exploiter. *Entreprise romande* citée plus haut ajoute en effet que si les USA violent le droit international comme l'URSS, "cette égalité est purement fictive. Les démocraties occidentales évoluent très largement au gré de leurs opinions publiques, ce qui n'est pas le cas à l'Est. Le résultat en est que même les pays qui tombent sous la coupe de dictatures ont l'espoir de revenir un jour à la démocratie et à la liberté. L'exemple de l'Argentine est là pour le prouver".

Démocratie et liberté, comptez vos milliers de disparus !
M. Thévenaz



"Protesta" (journée nationale de protestation) en septembre 1983 au Chili.

Lettre ouverte à l'Association suisse des transports (AST) : Protéger l'environnement jusque dans les chambres à gaz ?

« Le comité de la section de Zurich de l'Association suisse des transports (AST) a lancé, dans son journal d'octobre, un appel à voter pour différents candidats au Conseil national. On y trouvait entre autres des représentants de partis qui défendent la "libre économie de marché" et donc le profit. Depuis quand une protection de l'environnement qui prend les problèmes à la racine s'accorde-t-elle avec le profit ? Les partis bourgeois, qui voteront prochainement la construction de la centrale nucléaire de Kaiseraugst au Conseil national, devraient en fait remercier l'AST de son aide — car les nombreuses voix soutenant leurs alibis "verts" ont servi à renforcer l'écho de leur liste. Mais l'AST a aussi soutenu le candidat de l'Action nationale (AN) Christoph Spiess "qui s'engage de manière conséquente pour les postulats 'verts'".

La recette de l'AN en matière de protection de l'environnement est très simple : dehors les étrangers ! C'est avec cette politique puante, faite sur le dos de nos collègues immigrés, que l'AN est partie à la pêche aux voix. Un placard électoral d'une demi-page, paru dans le *Tages-Anzeiger* du 20 octobre 1983 expliquait : "Pourquoi bavarder de la protection de l'environnement et de la qualité de la vie, lorsque, à cause d'une surpopulation importée (...) l'eau est polluée, l'air empoisonné, le bruit insupportable et que notre environnement, y compris notre espace vital, est détruit ?". Christoph Spiess, conseiller communal zurichois de l'Action nationale, est partie prenante de cette politique : le 21 septembre, lors de la discussion à propos d'un parlement pour immigrés, il ne rata évidemment pas l'occasion de faire monter la fièvre xénophobe. Le 26 octobre, il se fit remarquer par ses tirades contre les réfugiés politiques.

L'Action nationale va toutefois plus loin. Dans les cantons de Berne et de Zurich, elle était apparentée électoralement avec l'Eidge-



Une Suisse propre, solution Action nationale...

nossische-Demokratische Union (Union confédérale-démocratique), un groupement qui propage souvent des positions racistes et fascistes. Dans son organe *Eidgenoss* (no 6 / 1983), l'EDU soutient par exemple qu'il n'y a pas eu de chambres à gaz dans les camps de concentration nazis : "Parmi les innombrables histoires abominables, il y a surtout la légende des 6 millions de morts, qui revient régulièrement dans les présentations des faiseurs d'opinion".

Protéger l'environnement jusque dans les chambres à gaz ? Non, merci ! C'est une honte de voir l'AST demander à ses membres de distribuer "ces recommandations (de vote, réd.) dans la rue, comme un tract". C'est une honte que l'AST, avec le WWF et d'autres organisations pour l'environnement, ait mis sur pied une conférence de presse, largement répercutée par la presse bourgeoise, pour défendre ses choix électoraux, tout en investissant encore des fonds dans des placards électoraux. Les succès de

l'Action nationale ne sont certes pas étrangers à ce soutien.

Par contre l'AST n'a eu aucun problème pour censurer la gauche : les candidats d'Alternative verte de Zurich (GAZ) et du Parti socialiste ouvrier (PSO), qui sont activement présents dans le mouvement anti-nucléaire, qui participent à la préparation d'une initiative contre la poursuite du programme autoroutier (proposée par les POCH), n'ont pas été mentionnés. Contrairement aux organisations écologistes établies, ces deux organisations représentent et défendent une démarche dont l'efficacité a été confirmée par l'occupation de Kaiseraugst : celle de la mobilisation directe des gens concernés — et donc aussi des collègues étrangers, même s'ils n'ont pas le droit de vote — pour une société libre de toute pollution, y compris de celle du racisme et de la xénophobie.

Andi Rieger,
membre du PSO et de l'AST >>

Pétition pour une véritable politique d'asile :

Il faut agir!

A tous les partis et organisations
du mouvement ouvrier et
du mouvement "alternatif"

Zurich, le 3 novembre 1983

Chers camarades,

Comme vous le savez certainement, une révision de la loi sur l'asile et les réfugiés est en cours. Le nouveau chef du Département de Justice et Police, Friedrich, à peine élu, a annoncé, au printemps de cette année, qu'il voulait refondre cette loi, c'est-à-dire l'aggraver. Le but de cette politique est de s'en prendre encore plus durement, ici en Suisse, à ceux qui déjà paient le prix fort de la situation mondiale actuelle.

Dans cette démarche, Friedrich et ses amis peuvent s'appuyer sur une campagne xénophobe et démagogique, qui soulève de nouvelles vagues en Suisse. Déjà ces milieux ont déposé une pétition qui demande une restriction du statut de réfugié et qui en rend l'obtention plus difficile par des mesures administratives. Cette pétition a recueilli 21 000 signatures. Actuellement l'Action nationale récolte en outre des signatures pour une initiative qui exige une dégradation supplémentaire du statut de réfugié. Dans cette situation, un comité s'est formé pour contrer activement les efforts des xénophobes. Il décida, comme première mesure, le lancement d'une pétition refusant toute dégradation de la politique d'asile.

Cette pétition est aujourd'hui en danger, bien que la majorité de nos organisations lui ait apporté son soutien. S'il n'est pas possible de récolter davantage de signatures que les cercles de droite pour leur pétition, nous devrions alors constater qu'une nouvelle défaite nous attend. Si aujourd'hui nous n'occupons pas le terrain sur cette question, cela veut dire que nous laissons le champ libre à la politique inhumaine de Friedrich, ou de l'Action nationale, et de leurs alliés.

En conséquence, le PSO a décidé de redoubler d'efforts et de contribuer à ce que cette pétition soit déposée, avec succès, à fin novembre. Nous nous engageons à récolter jusqu'alors 3 000 signatures supplémentaires.

Nous vous demandons de faire un effort semblable, afin que cette pétition soit un premier succès. Notre engagement commun ne se limite pas simplement à soutenir le lancement de la pétition, il concerne aussi le succès de l'entreprise. Un échec dans une affaire aussi importante rejeterait notre mouvement un pas en arrière.

Camarades, nous comptons sur votre engagement.

Salutations solidaires
PSO



La deuxième génération a grandi ici, facilitons sa naturalisation.

Votation fédérale le 4 décembre :

DAVANTAGE DE DROITS POUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS !

Le 4 décembre, lors de la votation fédérale, il en ira une nouvelle fois des droits des immigrés en Suisse. Les partis xénophobes ont à nouveau, grâce à une campagne démagogique, réveillé les démons réactionnaires et isolationnistes. Et ils ont déjà obtenu un premier succès, dans la mesure où le projet soumis au vote est divisé en deux parties; une première partie qu'ils peuvent soutenir et utiliser à leurs fins et une deuxième qu'ils peuvent combattre sans retenue.

La révision du droit de la nationalité vise à réglementer de la même manière l'acquisition du droit de cité par les hommes et les femmes d'origine étrangère lorsqu'il y a un mariage avec un citoyen ou une citoyenne suisse. De cette manière, l'acquisition automatique de la nationalité suisse par une femme d'origine étrangère se mariant avec un Suisse n'existe plus, sans que l'on sache toutefois comment l'acquisition par des ressortissants étrangers des deux sexes sera réglée.

mentée. Le PSO refuse d'attribuer de tels pleins pouvoirs, car nous savons que la majorité bourgeoise décrètera par la suite, au nom de l'égalité de traitement juridique, un règlement qui ne facilitera pas l'acquisition de la nationalité suisse, mais au contraire la rendra plus difficile. En lieu et place, le PSO demande que les hommes étrangers qui épousent une Suissesse obtiennent eux aussi automatiquement et immédiatement la nationalité suisse. Le PSO approuve par contre

l'arrêté fédéral tendant à faciliter certaines naturalisations. Un oui massif à cette proposition serait un net revers pour les courants xénophobes. En même temps il faut obtenir que les formulations vagues de ces paragraphes — "La Confédération peut faciliter la naturalisation des jeunes étrangers élevés en Suisse ainsi que des réfugiés et des apatrides" — soient traduites clairement et positivement dans la pratique. A l'occasion de cette votation, le PSO souligne une fois encore que la seule manière de se défendre efficacement contre la division entre Suisses et immigrés, c'est de lutter pour les mêmes droits démocratiques pour tous ceux qui travaillent en Suisse.

Fritz Osterwalder

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits d'une adresse de militants pour la paix de République démocratique allemande (RDA) à tous ceux qui ont participé aux grandes démonstrations du mois dernier en République fédérale allemande (RFA).

Ce texte témoigne de la dense réflexion politique qui se fait jour en RDA. L'actuel mouvement pour la paix a permis la première jonction, certes encore embryonnaire, entre les jeunes générations de RDA et de RFA. Nous contribuons dans la mesure de nos forces à cette rencontre, promesse d'espoir pour le socialisme sur notre continent. C'est dans cet esprit que nous publions ce texte.

La Brèche

*

« Nous appartenons à différents cercles pour la paix, indépendants, de RDA. Nous aussi, nous disons "non" aux nouveaux missiles américains. Chez nous, nous prenons aussi parti pour le démantèlement des missiles soviétiques.

Mais il ne faut pas oublier que la paix n'est pas qu'une affaire de missiles. La paix c'est avant tout l'affaire des hommes qui les utilisent. (...)

Nous savons bien chez nous pourquoi en Occident certains seront toujours intéressés par la course aux armements, nous étudions avec précision leurs motivations économiques.

«Salut aux manifestants contre les nouveaux missiles américains»

Nous ne les sous-estimons pas, ils nous menacent nous aussi. Mais l'évolution des Etats du socialisme réellement existant nous menace aussi, et elle est insuffisamment étudiée.

Quel est le seuil à partir duquel un besoin de sécurité névrotique devient une menace pour la paix ? Combien l'Etat, propriétaire de l'industrie d'armements, retire-t-il de leur vente, ne serait-ce que dans les pays en voie de développement ? Bien souvent les droits de l'homme et la paix sont associés de façon si abstraite que la question semble réduite à un devoir scolaire de morale. (...)

Les vraies questions sont les suivantes : le droit de refuser un ordre menace-t-il ou garantit-il la paix ? Dans quelle mesure le droit de critiquer publiquement l'effort d'armement renforce-t-il la paix ? (...)

Chez nous en RDA le rassemblement devant une base de l'armée serait considéré comme une grave atteinte à notre force de frappe pouvant coûter des peines de mort. (...) Les protestations verbales du gouvernement (contre le surarmement, pour la paix, ndr) sont très différentes de ses activités.

A Halle, Rochau, Funke et Kathrin Eigenfeld sont en prison pour avoir écrit à propos de la paix. Toutes leurs informations proviennent de sources publiques. (...) Leur texte consiste pour l'essentiel en conseils pour formuler un refus de servir ou une demande d'adhésion au service civil (soldat constructeur). (...) "Entrave à l'action de l'Etat", disent les autorités. Voilà un exemple de menace contre la paix. Un autre encore : le début du recensement pour le service militaire des femmes. Ces jours-ci, des centaines d'entre elles dans de nombreuses villes sont soumises aux tests d'aptitude pour être incorporées ! (...)

Pour préserver la paix, nous nous dressons contre de telles mesures. Nous exigeons la démilitarisation de la vie publique. Dans ce domaine, la RDA pourrait désarmer de façon unilatérale sans risquer d'être affaiblie. Prenez garde vous aussi à ce qui se passe autour de vous. Refusez comme nous le faisons les menaces américaines contre la paix.

En ce qui concerne les pays de l'Est, donnez-vous de la peine pour comprendre ce qui se passe chez nous. Ni les lunettes anticommunistes, ni les verres déformants de l'amitié n'aident à saisir notre réalité. (...)

Excusez-nous de ne pas signer ce texte. Nous voulons mettre en évidence nos opinions, qui sont celles de beaucoup de nos concitoyens, et pas nos personnes.

Salutations solidaires,

Des amis de la paix de RDA,
octobre 1983 »



«Des soldats de l'OTAN disent 'non' aux Cruise et Pershing II !»

Congrès de l'IG Metall : Des grèves antimissiles sont possibles

Le Congrès de Berlin de l'IG Metall (Syndicat d'industrie de la métallurgie en Allemagne fédérale) avait, en 1980, nettement condamné le stationnement des missiles de l'OTAN et cela contre l'avis de son comité directeur. Ce qui était alors en débat ne l'était plus du tout lors du Congrès de Munich de l'IG Metall cet automne. Car, pour les délégués, il s'agissait de savoir ce que ferait l'IG Metall en cas de stationnement.

Loderer contre la grève

Le président sortant de l'IG Metall a dû, à nouveau, essuyer une vague de critiques à cause de sa position sur ce point.

En effet, Eugen Loderer s'est publiquement prononcé en faveur d'une claire prise de distance des syndicats par rapport au mouvement de la paix : "Nous n'avons pas de buts différents de ceux du mouvement de la paix. Mais il y a dans ce mouvement des gens avec lesquels je ne souhaite pas me retrouver. Car ces gens sont le bras prolongé de l'autre côté — de la République démocratique allemande ou de l'URSS." (Wirtschaftswoche du 30 septembre 1983). Dans son rapport de décharge au début du congrès de Munich il ajouta une mise en garde contre "les dangereux risques" que fait courir le désarmement unilatéral.

Dans des déclarations faites à la presse et dans son rapport aux délégués, il indiqua que le Comité directeur "ne céderait pas" aux revendications "introduites dans les syndicats de l'extérieur", notamment celle de faire la grève en cas de stationnement.

Dans une réponse au rapport de décharge, le délégué Ludwig Jost, d'Aix-la-Chapelle, répondit sèche-ment : "Il faut carrément frapper les comités directeurs syndicaux pour qu'ils entreprennent quoi que ce soit sur cette question".

"Kaputt ist kaputt"

Le délégué Théo Beez, d'Offenbach, indiqua quant à lui : "Il ne suffit pas de simplement dire que l'on a toujours été en faveur de la paix. Avec de tels propos on enthousiasmera personne. Au contraire, nous devons dire ce que nous

entendons faire pour la paix. Nous devons donner une ligne d'action. Précisément sur ce point nous n'avons rien fait". Ottomar Koop, de Neustadt, ajoutant : "A quoi servent ces comptes d'apothicaire : nous en avons tant, eux en ont tant. Si c'est foutu, tout sera foutu (einmal kaputt ist kaputt)".

La résolution du Comité directeur pour "la paix, la détente et le désarmement" devint le plus important point de discorde du Congrès. Toutes les motions concrètes qui demandaient un soutien concret au mouvement de la paix, à l'appel de Krefeld, et aux actions de grève contre le stationnement furent rejetées par le Comité directeur au profit de vœux pieux d'une grande généralité.

Le Congrès n'accepta pas cette manière de voir les choses. Onze motions complémentaires furent déposées et énergiquement défendues par 38 interventions dans le débat.

"L'autocastration"

Berthold Huber, d'Ulm, déclara : "Je n'arrive pas à croire l'affirmation que le mouvement syndical allemand s'est toujours trouvé à la tête du mouvement de la paix. Ou est-ce que je me trompe en me rappelant qu'une fois des crédits de guerre ont été votés ? Et que ces derniers temps le lien entre les syndicats et le mouvement n'a pas été établi à cause de la pondération des positions syndicales ? (...) Bien sûr, il serait faux d'appeler ici et maintenant à une grève générale. Mais quand des motions qui proposent de garder ouverte cette possibilité sont refusées je ne peux que constater une autocastration. (...) La grève n'a jamais été un moyen très "pondéré". La grève, c'est contrer la

violence du capital et ses lois par notre violence et notre pouvoir. Et s'il n'est pas possible d'empêcher une guerre autrement que par une grève, alors je suis contre ce genre d'attitude polie, de position pondérée car sinon à la fin nous serons placés devant notre propre défaite".

Pour éviter d'être battu, le comité directeur a dû finalement accepter des modifications correspondant à un compromis. La résolution, dans sa formulation finale, reconnaît la possibilité d'une grève politique contre le stationnement même si le motif de la grève — une menace pour l'ordre démocratique dans son ensemble — n'est guère définissable comme l'ont noté de façon critique de nombreux délégués.

D'après l'article de Peter Bartelheimer (Was tun no 363, du 20 octobre 1983)

En avant dans la lutte pour les 35 heures

Lorsque Willi Brandt, invité au Congrès de l'IG Metall, indiqua qu'il fallait une action commune des syndicats et du SPD pour conquérir les 35 heures, il fut fortement applaudi. La discussion sur les 35 heures se concentra essentiellement sur des motions obligeant la direction à prévoir des mesures de lutte pour cet objectif.

Le climat combatif du Congrès apparut aussi lors de l'élection du Comité directeur. Le président élu, le syndicaliste modéré Hans Mayr, ne recueillit que 440 voix. Par contre, le vice-président qui prendra la place de Mayr dans quatre ans, Franz Steinkühler, dirigeant de la section de Stuttgart, aux positions radicales, reçut 494 voix. Horst Klaus, de Nuremberg, connu en tant que militant pour la paix, fit le meilleur score avec 501 voix.

Les banques, les gnomes de Zurich avant tout, ne s'en soucient guère. Il leur faut encore serrer la ceinture. Eux, évidemment, ne craignent ni la famine, ni même les révoltes d'affamés qui guettent le gouvernement brésilien.

Endettement et exploitation du Tiers Monde

La presse bourgeoise a largement parlé de l'enjeu de ces négociations sur la dette. A la fin de cette année, plus de 30 milliards de dollars (un dollar vaut à peu près 2,10 francs suisses) de dettes échues et d'intérêts ne peuvent pas être payés par les pays du Tiers Monde. Ce n'est que la pointe de l'iceberg : 600 à 800 milliards de dollars de dettes publiques ne pourraient pas être remboursées à l'échelle mondiale. Et il ne s'agit que des crédits contractés par des Etats ou des privés avec couverture des pouvoirs publics.

Ce n'est encore pas tout. A cette somme s'ajoutent les services de la dette privée, entre banques elles-mêmes ou entre d'autres crédateurs et débiteurs. Cette somme paraît si astronomique que personne ne se risque à l'estimer.

Cet endettement crée de telles sueurs froides aux banquiers qu'ils commencent partout à fermer le robinet. Des millions d'hommes, de femmes et d'enfants seront ainsi acculés à la famine, comme dans le cas du Brésil.

La Suisse tient les leviers

Le cours élevé du dollar, les hauts taux d'intérêt et la crise économique ont provoqué cette situation explosive pour le Tiers Monde.

La faillite d'un pays endetté ou simplement d'un grand débiteur peut provoquer la chute de tout le système de crédit capitaliste. C'est pour répondre à cette menace, et non pour résoudre la situation des hommes et des femmes du Tiers Monde, que les capitalistes redoublent leurs interventions :

- * le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque des Règlements Internationaux (BRI) n'accordent plus de crédits sans garantie du paiement des intérêts.

- * Parallèlement, les banques forment, face à leurs débiteurs privés comme aux Etats endettés, des consortiums internationaux qui récupèrent les intérêts.

Dans toutes ces institutions, la Suisse est au premier rang. Le président de la BRI n'est personne d'autre que le président de la Banque Nationale Suisse, Fritz Leutwiler. Jusqu'ici, la Suisse n'est pas officiellement membre du FMI, mais y intervient habilement lors des assemblées des onze grandes puissances de cet organisme, ledit "Club des Dix". Son entrée au FMI semble d'ailleurs prochaine.

Mais surtout, dans tous les consortiums bancaires internationaux, les banques suisses sont au premier rang. Il s'agit en général d'accords de plusieurs centaines de banques et d'instituts financiers pour talonner un débiteur. Une sorte de commandement unifié, appelé "Advisory Committee", dirige les opérations. Dans les comités chargés des plus grands pays débiteurs on retrouve toujours une banque suisse : Argentine, Brésil, Mexique, Nigeria, Uruguay, Venezuela — chacun de ces pays est suivi par un comité dirigé par des Suisses. Il s'agit de dettes contractées auprès de banques commerciales pour un ordre de grandeur de 200 milliards de dollars.

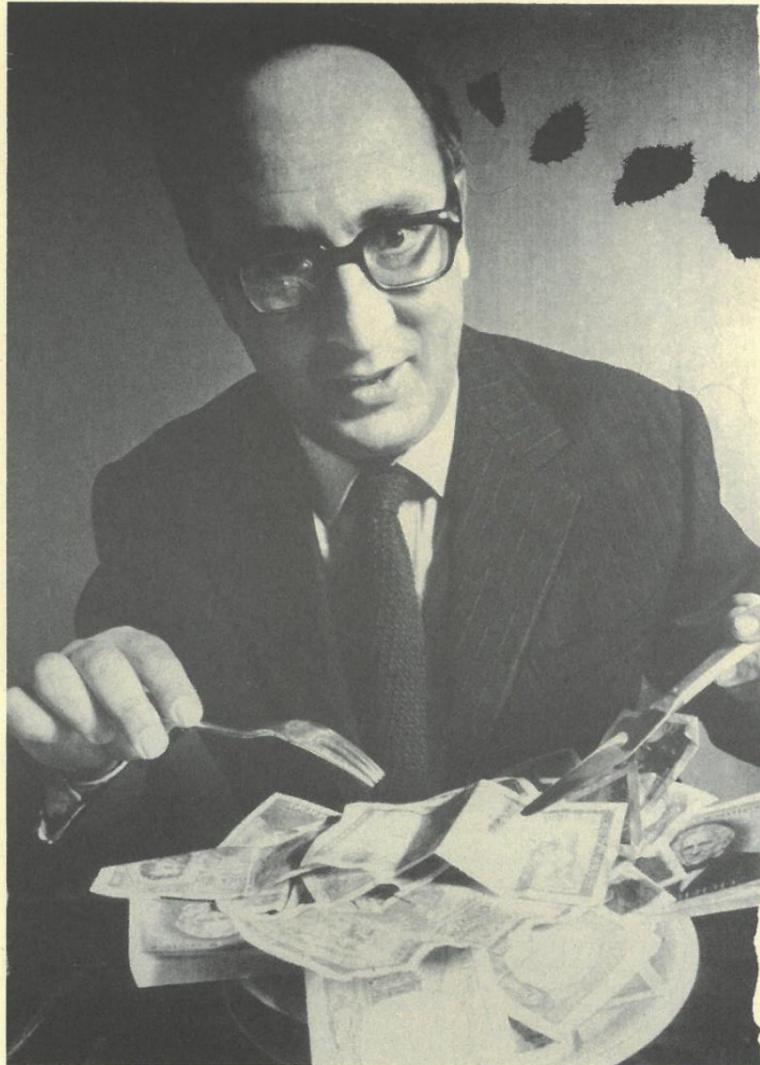
Il ne manquerait plus que le Chili pour pouvoir dire que les banques suisses sont pratiquement partout en première ligne pour mettre le couteau sous la gorge des masses sur le plan international.

On pourrait en déduire que les banques suisses sont fortement embourbées dans le marais des dettes internationales et donc directement menacées.

Des usuriers à grande échelle

Pourtant, la position des banques suisses ne tient pas à des engagements très risqués. Au contraire : elles se sont constitué un filet de sécurité relativement solide.

Très tôt, elles se sont retirées du commerce avec les pays en voie de développement. Le Crédit Suisse a souligné, lors de la conférence de presse présentant son bilan, qu'il n'avait plus à fin 1982 que 0,8 o/o de ses crédits dans les pays sous-développés contre 1,1 o/o à la fin 1981. Dans les pays



Ceux qui s'engraissent de la famine. (Un banquier, caricature de Grandville, 1842)



Endettement du Tiers Monde :

Les banques suisses dictent la politique mondiale

Le 19 octobre, le président de la Banque centrale du Brésil Alfonso Celso Pastore arrive à Zurich. Il y rencontre 60 banquiers suisses et occidentaux. Les questions sont concrètes. Les banquiers suisses prennent leurs hôtes brésiliens en tenaille. De nouveaux crédits ne seront accordés au Brésil surendetté qu'à une condition : l'Etat brésilien doit baisser les salaires de ses employés. Décision prise depuis, suite à un débat houleux. Car le salaire moyen des employés d'Etat au Brésil correspond — transformé en calories — au niveau de vie d'un camp de concentration nazi ordinaire en 1939 !

qui connaissent quelques chances de croissance, ces crédits sont cependant en hausse légère (7,6 o/o fin 1981, 8,5 o/o fin 1982). L'Union de Banques Suisses de son côté a déclaré que seul le 1,1 o/o de ses crédits n'était pas remboursable dans l'immédiat.

Une liste publiée dans le *Wall Street Journal* du 9 février 1983 illustre cette attitude réservée des banques suisses. La Société de Banque Suisse est à la tête des "laggars", c'est-à-dire des banques qui coupent tout crédit à la première difficulté d'un pays dépendant.

Pourtant, les banques et instituts financiers helvétiques ne se sont pas retirés dans leur coquille. Au contraire : au cours des deux seules années 1979-1981, la Banque Nationale annonce une croissance des avoirs fiduciaires étrangers des banques suisses de 102 o/o ! Selon les dernières données, les avoirs des banques à l'étranger atteindraient en tout 140 milliards de francs. Le risque, dans ces avoirs fiduciaires, est pris par le client mais peut, en cas de faillite d'une banque débitrice, être porté au compte de la banque suisse.

Ces chiffres ne prennent pas en compte les affaires des filiales indépendantes des banques suisses à l'étranger. Et c'est justement par ces filiales que les banques suisses ont pénétré les opérations de crédit à court terme d'autres marchés financiers — appelées opérations "off-shore". Ces opérations permettent aux banques de drainer l'argent sur un marché étranger pour le replacer dans le pays même à court terme. Elles échappent ainsi aux risques dits de transfert. Les pertes de change ou les crises financières devien-

nent ainsi moins menaçantes puisque les débiteurs sont dans le pays-même et donc soumis à son contrôle. Les clients de ces opérations sont en grande partie des banques et de grands instituts financiers. Ils disposent de capitaux qu'ils ne veulent pas placer directement, vu la période de crise. Les banques suisses dirigent donc cet argent vers d'autres banques qui cherchent des capitaux à placer dans les opérations financières internationales.

Les opérations sur les avoirs fiduciaires et plus encore sur les places financières internationales, qui rapportent des profits gigantesques, s'appellent en langage ordinaire de l'usure. Les banques suisses sont des virtuoses en la matière ! Les petites faillites ne les gênent presque pas et seul un gros effondrement du système de crédit international pourrait les toucher sensiblement. C'est pourquoi les banques augmentent leurs réserves bien que les risques immédiats ne soient pas très grands. Au moment où les autres banques sont ébranlées, les banques suisses prêtent leurs béquilles. C'est ici le secret de leur si grand poids dans la misère de l'endettement international.

Qui paie la facture ?

Aujourd'hui déjà, les masses du Tiers Monde paient le prix le plus effroyable pour cette "virtuosité" d'usuriers. "Leurs" capitalistes retirent leurs capitaux des pays dépendants et les placent spéculativement sur les marchés financiers internationaux. Ils s'y intègrent au grand capital international qui retourne, aux conditions draconiennes du FMI, dans les pays dépendants. Le prix en

est connu : chômage, baisses de salaires et coupes dans les rares budgets sociaux.

Mais les travailleurs des pays impérialistes peuvent aussi être les victimes des pertes de crédit des banques. L'inflation vide le porte-monnaie du petit épargnant et du salarié mais bouche les trous des banques.

La solidarité internationale du mouvement ouvrier avec les masses opprimées du Tiers Monde est le seul moyen d'en finir avec ces sangsues.

Fritz Osterwalder

CAPITAUX SUD-AMÉRICAINS EN FUITE

Ces dernières semaines, les banques suisses ont enregistré un important flux de capitaux de clients sud-américains. Cet argent ne fut toutefois pas versé directement depuis Sao Paulo ou Buenos Aires; légalement, il n'est presque plus possible de transférer de l'argent provenant des Etats latino-américains hautement endettés. Ces placements provenaient bien plus de comptes détenus par les Sud-américains aux Etats-Unis. Les clients du Mexique, du Venezuela ou du Brésil ne se sentent plus en sécurité auprès des instituts financiers US. Ils craignent que les banques nord-américaines, qui ont engagé dans le sud du continent plus de 200 milliards de dollars, confisquent leurs comptes pour se dédommager.

(Der Spiegel, no 45, 7 novembre 1983)

Hanna K., de Costa-Gavras

La question palestinienne



Un village palestinien devant la colonie juive de Schilo.

Le dernier film de Costa-Gavras est projeté en Suisse romande à un moment particulièrement tragique de l'histoire du peuple palestinien. Ce n'est pas le moindre mérite de Costa-Gavras d'être le seul à réaliser un long métrage à large audience sur cette question. L'isolement international dont est victime la résistance palestinienne n'est pas étranger aux violences qu'elle subit. Costa-Gavras contribue à la faire connaître largement et c'est bien.

Costa-Gavras a saisi l'actualité de la question palestinienne : sa défaite repoussera toute solution et stimulera l'oubli. Pourtant, *Hanna K.* ne provoque aucun débat. La critique est mollement divisée. Les uns lui reprochent de la complaisance à l'égard des autorités sionistes et son psychologisme tandis que les autres applaudissent à l'intrigue et saluent son sens de la mesure.

Dans cette œuvre, les questions juive et palestinienne s'opposent sans parvenir à une vision qui intègre les aspirations des deux communautés. Faisant de nécessité vertu, Costa-Gavras présente cette carence comme l'expression de la vie elle-même et construit son œuvre comme un roman.

Mais attention, ses limites sont celles de la grande majorité des forces de gauche. Seul un projet socialiste révolutionnaire, qui associe les intérêts nationaux et sociaux des peuples en présence, permet d'espérer une issue positive à la guerre au Proche-Orient. Son absence alimente le racisme ou l'antisémitisme, piège que le cinéaste évite. Elle peut aussi entraîner une vision romantique de l'histoire limitée aux individus plongés dans les tourbillons du destin.

C'est une telle conception qu'a retenue le réalisateur dans son incapacité à dépasser la question nationale.

Il est frappant que ses héros appartiennent tous à la classe dominante : Hanna K. est avocate et jouit d'une luxueuse villa, ses amants sont procureur (le Juif) et proprié-

taire terrien (dépossédé, le Palestinien). Ce choix est souligné *a contrario* : aucun indice ne permet de connaître l'origine nationale des travailleurs qui apparaissent au long du film (un barman, la bonne...).

Spectateur de la réalité politique, Costa-Gavras en expose avec précision les ressorts.

Ainsi, quand il montre l'impasse des autorités juridiques qui manipulent leur propre légalité pour éviter un procès politique, il met en scène des fonctionnaires qui proposent au Palestinien d'adopter la nationalité sud-africaine. Ce choix n'est pas dû au hasard : Israël est le principal allié de l'Afrique du Sud et c'est grâce à cette alliance que l'Afrique du Sud a accès au Marché Commun dont Israël est membre associé. On imagine sans peine que le régime raciste de Pretoria n'a rien à refuser à ses collègues de Tel Aviv. Il est important de se souvenir, aujourd'hui où l'état impérialiste se resserre autour de l'Amérique centrale, qu'Israël est le complice avéré des dictatures sanguinaires du Guatemala et du Salvador à qui il fournit armes et équipements¹.

Hanna K., juive américaine d'origine polonaise, épouse d'un mari français et catholique, l'a quitté pour émigrer en Israël. Maîtresse d'un procureur israélien, elle est enceinte de lui. Avocate, elle défend un Palestinien — dont elle s'éprend — contre son amant.

Le drame qui divise ces quatre personnes est étroitement lié à la question palestinienne dont le poids est si lourd qu'il détruit leurs rapports. Hanna K. se retrouve seule avec son enfant.

Les premières images du film témoignent de l'illégitimité de la dictature sioniste. Un village s'endort dans le crépuscule des campagnes méditerranéennes. Sur le porche d'une maison une mère berce son enfant. Les prises de vues sont poignantes. L'harmonie du paysage et de ses habitants montre une culture, une histoire.

La caméra ensuite prend rapidement du champ et découvre le village grouillant de half tracks, de soldats israéliens, de paysans humiliés. Un cordon est prestement déroulé, un cri, un geste et le foyer du début est pulvérisé. Le spectacle de

cette simplicité rurale opposée au surarmement des rangs est bien celui d'une armée coloniale frappant un peuple opprimé.

Sous l'occupation britannique déjà la destruction des maisons arabes était un instrument de répression contre les paysans. Dès sa proclamation l'Etat d'Israël reprend à son compte cette pratique pour précipiter l'expulsion des centaines de milliers de Palestiniens qui habitent ces terres. Au lendemain de la guerre de juin 1967, puis tout au long des années soixante-dix, les autorités sionistes dissimulent le caractère de cette expansion territoriale sous le prétexte de l'auto-défense contre le terrorisme aveugle.

C'est la mécanique de cette insoutenable justification que met à mal le début de *Hanna K.* Le film se termine sur une scène semblable : Hanna K., jeune mère, ouvre sa porte et se trouve devant une unité de l'armée à la recherche du "terroriste" — son amant — qu'elle abriterait.

Entre ces deux pôles s'enchevêtrent les méandres de l'intrigue dont les deux principaux protagonistes, le procureur juif et le dépossédé palestinien, semblent tour à tour avoir tort ou raison. Costa-Gavras pense-t-il ainsi illustrer avec plus de succès la complexité des choses ? Met-il en garde contre des jugements hâtifs ?

Hanna K. subit leur conflit, désarmée. Mère, elle est comme la terre de Palestine. L'histoire est tournée à Jérusalem, la ville du temple de David et de la mosquée d'Omar, envahie et annexée avec le peuple arabe qui l'habitait. L'enfant de Hanna K. est appelé David — par le procureur — Omar — par le dépossédé. Elle reste seule avec l'enfant face à l'armée d'occupation. Comment exprimer en termes plus précis l'incertitude du présent et les portes que laisse ouvertes l'avenir ?

Pour Costa-Gavras le problème est si complexe qu'il laisse à la génération future le soin de le résoudre.

Karl Grünberg
le 14 novembre 1983

1. Israël Shahak, publié dans *Zu Haderek*, 25 mars, 1er, 9, 15 et 22 avril 1981 et *La Brèche* no spécial, été 1982.

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

Tournée de l'Ensemble Karumanta ("ceux qui viennent de loin"), du Chili, dans la *Misa Criolla*. En novembre, le soir à 20h.15. je 24, Neuchâtel, Temple du Bas. lu 28, Fribourg, Temple. ma 29, Lausanne, Cathédrale. me 30, Bienne, Stadtkirche. Tournée du Théâtre Populaire Romand (TPR), dans *Les aventures de Pinocchio*, de Carlo Collodi. me 23 nov., Porrentruy, Salle des Jésuites, 20h.30. je 24, Neuchâtel, Théâtre municipal, 20h.30. du ma 29 nov. au ve 2 déc., La Chaux-de-Fonds, Beau-Site. Tournée du Théâtre Boulimie, dans "62-82", spectacle d'humour de Lova Golovtchiner. En novembre, le soir à 20h.30. je 24, Martigny, Caves du Manoir. ve 25, Nyon, Aula du Collège. sa 26, Château-d'Oex, Grande Salle. ma 29, Yverdon, Casino. me 30, Aubonne, Centre culturel.

GENÈVE

Théâtre Mobile, 16, rue Général-Dufour jusqu'au ve 23 déc., 21h. (di 27 nov. et 18 déc. à 18h.) : *Ah Q.*, de Bernard Chartreux et Jean Jourdeuil, tragédie chinoise d'après Lou Sin. 022 / 28 48 30.

LAUSANNE et VAUD

Cinéma-thèque, Casino de Montbenon
Au Cinématographe

Films de Jean Malaurie sur le Groenland et le peuple esquimau. lu 21 nov., 16h. : *Le Groenland se lève* et *L'incommunicabilité*. 20h.30 : *Pétrodollars et pouvoir* et *Nunarput*. ma 22, 18h.30 : *Le cri universel du peuple esquimau*. 20h.30 : *Le Groenland se lève* et *L'incommunicabilité*. me 23, 16h. : *Le cri universel du peuple esquimau*. 18h.30 : *Les derniers rois de Thulé*. je 24, 16h. : *Les derniers rois de Thulé*. ve 25, 20h.30 : *Les derniers rois de Thulé*. sa 26, 18h.30 et lu 28, 16h. : *Les fils de la baleine* et *Aux sources de l'histoire Inuit*. Festival de films du Tiers Monde. lu 21 nov., 18h.30 : *Ceddo*, de Ousmane Sembene (Sénégal, 1976). ma 22, 16h. : *Ceddo*.

Casino de Montbenon, Salle Paderewski sa 26 nov., 20h.30 : *Miguel Angel Estrella*, piano et *Una Ramos*, flûte, musique sud-américaine. Loc. : Ex Libris, et Casino 021 / 43 85 94.

Théâtre Boulimie, 4, Place Arlaud du ma 29 nov. au sa 3 déc., 20h.45 : *Peter Wyssbrod* dans "Entracte". 021 / 22 97 00.

Temple d'YVERDON

je 1er déc., 20h.30 : le Théâtre de l'Echandole présente *Gloria* (chants de Noël d'Amérique latine) et la *Misa latinoamericana*. 14 solistes d'Amérique latine (Mexique, Uruguay, Paraguay, Chili, Argentine). Fr. 25.-, ét., appr. Fr. 20.-, enfants 15.-. Loc. : 024 / 21 01 21 ou 024 / 21 47 74.

Pavillon de MONTREUX

ve 25 nov., 20h.30 : *Sapho*. Loc. : Office du tourisme de Montreux, Foetisch Lausanne.

Le Cinématographe, Cinéma Rex, NYON

ma 22 nov., 20h.30 : *Trains étroitement surveillés*, de Jiri Menzel (Tchécoslovaquie, 1966).

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES

à 20h.30. ma 22, me 23 nov. : *Dr Mabuse, le démon du crime*, de Fritz Lang (Allemagne, 1922). ma 29, me 30 : *Irezumi (La femme tatouée)*, de Yoichi Takabayashi (Japon, 1981). ve 2, sa 3 déc. : *Monty Python's The meaning of life (Le sens de la vie)*, de Terry Jones (GB, 1983).

Cinéma d'ORON, ORON-la-Ville

ve 2, sa 3 déc., 20h.30 : *Reds (Les rouges)*, de Warren Beatty (USA, 1981).

Pat Feuilletée

l'événement

Dans trois mois, qui sera à la tête de l'OLP et de sa principale organisation, le Fatah ? Qui dirigera réellement l'Etat libanais (ou ce qui en tiendra lieu) ? Où s'installeront les premières lignes israéliennes ? Les "Marines" US vogueront-ils vers un nouveau théâtre d'opérations ? Autant de questions auxquelles nul observateur — hormis Mme Soleil — ne peut sérieusement répondre. Autant de silences donc, qui indiquent bien que nous sommes à un tournant.

La pax americana

Il y a quelques jours, le numéro trois du Département d'Etat (ministère des Affaires étrangères) américain, Lawrence Eagleberger, revenait d'Israël. Début décembre, le premier ministre israélien, Shamir, et son ministre de la Défense rencontreront le président Reagan à Washington. Entre les deux voyages, le rapprochement stratégique entre les USA et Israël sera fiévreusement préparé.

Après avoir cru, en effet, que leur seule présence militaire — sous menace d'une intervention plus lourde — serait suffisante pour assurer l'autorité du régime de Amine Gemayel et faire plier l'opposition libanaise, les Etats-Unis s'accordent aujourd'hui avec Israël pour juger qu'il faut frapper la Syrie. Le "médiateur" américain au Liban, Robert MacFarlane, estime ainsi que "seule une guerre peut sortir de façon avantageuse la question libanaise de l'impasse dans laquelle la Syrie l'a mise" (*Le Matin*, 7 novembre 1983).

Repousser la Syrie hors de la plaine libanaise de la Bekaa, consolider un régime phalangiste-chrétien autour de Beyrouth, affaiblir l'opposition libanaise, "neutraliser" le sud du Liban, amener ensuite Israël à accepter à la fois la restitution du Golan à la Syrie et la création d'un Etat palestinien croupion en Jordanie, tels sont grosso modo les objectifs de la pax americana régionale. Le plus gros du boulot serait fait par l'armée israélienne, les troupes américaines servant de parapluie antisoviétique, tout en faisant savoir à l'URSS que les opérations ne déborderaient pas les frontières libanaises.

Ce plan, aux nombreuses inconnues, est actuellement quasi ouvertement discuté à Jérusalem. Il correspond tout à fait aux grandes lignes de la politique américaine et les dirigeants des principaux pays arabes ne sont pas assez sots pour l'ignorer. Le président syrien Hafez el Assad, qui n'a rien d'un novice, le connaît. Lui aussi, en fonction des intentions américano-israéliennes, joue le temps.

La Syrie : à qui perd gagne

Le rôle de Damas dans la récente phase du conflit moyen-oriental a donné lieu à nombre de supputations, généralement plus proches de l'obsession idéologique ("la main de Moscou", "l'expansionnisme syrien", etc.) que de la réalité. Simple prolongement du bras d'Andropov, cette Syrie qui concluait le 22 janvier 1976 un accord secret avec la droite chrétienne libanaise et avec l'accord des Etats-Unis et de Jérusalem, pour mettre au pas les Palestiniens et la gauche libanaise (cf. *Le Monde Diplomatique* d'octobre 1983) ? Les commentateurs ont assez souligné la divergence entre Damas et Moscou quant au sort de l'OLP pour que l'on aille plus loin dans l'analyse et que l'on cesse d'écrire la politique syrienne en caractères cyrilliques.



Le peuple palestinien : entre sionisme et Etats arabes, l'exil, toujours l'exil.

Liban :

EN

ATTENDANT REAGAN

La conférence sur le Liban de Genève n'aura rien apporté de concret. C'était chose prévisible, malgré tout le tintouin des médias. Composée en majorité d'augustes polichinelles mâtinés de mafiosi, aux ficelles américano-syriennes bien voyantes, elle n'aura permis que de gagner du temps. Mais le temps est devenu une donnée majeure dans ce conflit. Retranché dans Tripoli, le chef de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), Yasser Arafat, le sait fort bien : chaque jour qui passe rend plus difficile l'élimination complète et "en douceur" de sa direction. Si le facteur temps a pris tant d'importance, la raison en est simple : c'est que nous sommes très proches d'une large redistribution des cartes dans la région.

Pays dominé, la Syrie peut tirer profit de sa situation géo-politique (stratégique) dans ce conflit régional. Pour autant qu'elle conserve son rôle militaire. D'où ses revendications concernant la Bekaa libanaise, et sa volonté de récupérer le Golan, occupé, faut-il le rappeler, par Israël. La Bekaa et le

Golan sont en effet deux verrous militaires importants. En outre, la Syrie peut bénéficier de sa position de dernier allié de l'Union soviétique, ce qui lui vaut un traitement de faveur de la part de Moscou, sans pourtant lui ôter toute indépendance. Rappelons ici qu'une bonne part du budget

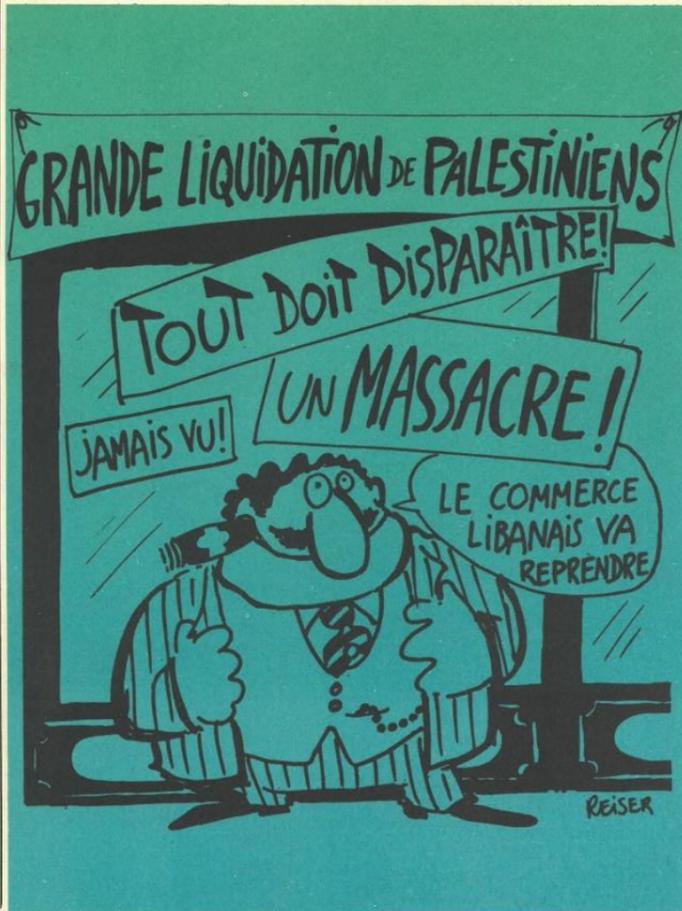
syrien est financée par... l'Arabie saoudite, fidèle alliée arabe des Etats-Unis !

Cette situation-clé permet à la Syrie de mener un jeu relativement autonome, non sans succès, puisque l'on dit que le cessez-le-feu d'octobre 1982 entre les Druzes, Gemayel et la Syrie rapporta à cette dernière 400 millions de dollars, payés par les négociateurs saoudiens (*Le Canard enchaîné*, 9 novembre 1983). L'intérêt — y compris matériel — de la Syrie est donc de mettre le maximum d'atouts de son côté, pour rendre impossible tout règlement du conflit, soit libanais, soit régional, sans sa participation. Paradoxalement, en brisant militairement la direction Arafat de l'OLP et en prenant en laisse l'opposition libanaise, la Syrie ne se prépare pas à la guerre, mais bien à la négociation. Sachant qu'il ne peut y avoir d'accord régional durable sans ces deux forces — à moins d'une défaite militaire majeure de l'armée syrienne, à laquelle Moscou pourrait difficilement assister sans broncher — elle s'apprête à les jeter dans le plateau de la balance. Quitte, si les conditions sont bonnes, à rejoindre pour un temps l'orbite américaine, comme le fit en son temps l'Egypte de Sadate.

Vers la guerre

Pour que ce scénario fonctionne, il faut cependant qu'il y ait un affrontement militaire entre les parties au conflit, soit essentiellement la Syrie, Israël et les USA. Tout le problème est de savoir quand il se déclenchera, et avec quelle ampleur. Ce sont là les rythmes de la politique mondiale qui jouent. Vu l'intensification des préparatifs militaires américains en Amérique centrale, où l'on s'accorde pour juger que l'intervention risque de se déclencher vers la mi-décembre, on peut assister soit à brève échéance à une action rapide mais concentrée israélo-américaine avant la fin de l'année, soit à une intervention plus massive et durable au début de l'an prochain. La "pax americana" n'a pas fini de compter ses morts.

Eric Peter



LA FIN DE L'OLP ?

Arafat assiégé par les troupes palestino-syriennes dans Tripoli : quelle joie pour les sionistes ! Avec délectation, le *Jerusalem Post* du 7 novembre 1983 note : "Entre Arafat et ses rivaux, Israël n'avait bien sûr, pas de préférence, mais il aurait aimé voir les deux camps prolonger le plus longtemps possible leur épuisant combat" (cité par *Le Monde* du 8 novembre 1983). Et les milieux officiels israéliens soulignent, avec fierté, que le président Assad termine ainsi l'OLP engagée par l'intervention israélienne au Liban en juin 1982 (*Le Monde*, 10 novembre 1983).

Le crime de Hafez el Assad est double : non seulement il amène les Palestiniens à s'entre-tuer, mais il aliène pour longtemps l'indépendance politique de la Résistance palestinienne. Elle ne sera plus qu'un pion de Damas, ce qui ôtera toute légitimité à ses revendications et à son action.

Cette tragédie de la Résistance palestinienne n'est malheureusement pas la première. En 1970 déjà, le roi Hussein de Jordanie a brisé dans le sang du "septembre noir" la mobilisation des masses palestiniennes. Et si la Syrie peut aujourd'hui jouer le même rôle, elle le doit aussi à l'intervention israélienne de l'an dernier qui a acculé l'OLP à la défaite. Prise entre le colonialisme sioniste et la peur panique des bourgeoisies arabes de voir la mobilisation palestinienne ébranler leur pouvoir, la Résistance palestinienne subit ainsi coup après coup.

Après Beyrouth, le débat qui a engendré les dissidences au sein de l'OLP n'a guère contribué à éclaircir l'orientation à suivre. Lentement, la direction Arafat avait compris la nécessité de s'adresser à l'opinion publique israélienne, à ses courants qui remettent en cause le sionisme. Les dissidents palestiniens soutenus par la Syrie estiment aujourd'hui que "les contacts officiels avec des organisations sionistes appelées, pour les besoins de la cause, les forces démocratiques et pacifiques en Israël, sont choquants" (Abou Moussa, *Le Monde Diplomatique*, août 1983).

Condamné à l'exil depuis 40 ans, le peuple palestinien a relevé la tête, derrière l'OLP, pour défendre ses droits nationaux. Mais à force de compter sur les Etats arabes et leurs gouvernements bourgeois il a été pris de revers, sans parvenir à ébranler la machine de guerre sioniste de l'intérieur. Il est tragique que ce bilan s'impose non pas au terme d'un débat dans la Résistance palestinienne, mais par une guerre fratricide.

Eric Peter